

UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

---

THESE DE DOCTORAT

---

# **La police de l'alcool et de la course au Canada, sous le régime français**

---

*Présentée et soutenue le 9 décembre 1941, à 13 h. 30*

PAR

**Robert HARANG-TIERCIN**

*Licencié ès Lettres*

---

JURY :

*Président : Monsieur RENÉ MAUNIER,  
Professeur à la Faculté de Droit de Paris*

*Suffragants :*

*MM. BAUDIN, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.  
LHOMME, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.*

---

PARIS

LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C<sup>ie</sup>

158-160, RUE SAINT-JACQUES

---

1941



UNIVERSITE DE PARIS — FACULTE DE DROIT

---

THESE DE DOCTORAT

---

**La police de l'alcool et de la course  
au Canada,  
sous le régime français**

---

*Présentée et soutenue le 9 décembre 1941, à 13 h. 30*

PAR

**Robert HARANG-TIERCIN**

*Licencié ès Lettres*

---

JURY :

*Président : Monsieur RENÉ MAUNIER,  
Professeur à la Faculté de Droit de Paris*

*Suffragants :*

*MM. BAUDIN, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.  
L'HOMME, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.*

---

PARIS

LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN

F. LOVITON ET C<sup>ie</sup>

158-160, RUE SAINT-JACQUES

---

1941

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



*A la mémoire de mon père,*  
ARMAND TIERCIN.

ABRÉVIATIONS LES PLUS EMPLOYÉES

A. C. C. : *Archives coloniales du Canada*. Ce sont celles qui sont actuellement conservées à l'Hôtel des Archives, à Paris.

J. et D. : *Recueil des Jugements et Délibérations du Conseil Souverain de Québec*, 6 volumes, 1663-1716.

Mém. et Doc. : *Mémoires et Documents pour servir à l'histoire des origines françaises des pays d'Outre-mer*, de P. MARGRY.

## INTRODUCTION

A l'heure où les premiers colons débarquent sur le sol canadien, les plus perspicaces — tels CHAMPLAIN et le père LE JEUNE — comprennent que la puissance de la Colonie réside dans la fécondité de son sol, dans la diversité de ses ressources. Volontiers, ils diraient, parodiant SULLY : « ...Labourage et pâturage sont les deux mamelles de la Nouvelle-France ». Mais pour que ces richesses soient productrices, combien faudra-t-il d'années ?

Dans le présent, les seules richesses immédiatement exploitables sont les magnifiques fourrures de la faune canadienne, originaux, castors, ours noirs, loups cer-viers, carcajoux, renards argentés, renards rouges, pec-cans, loutres, rats musqués, martres et surtout castors qui pullulent autour des lacs (1).

« Entre les Français et les indigènes, dit SALONE (2), les pelleteries constituent toute la matière du commerce. Commerce, ou plus exactement troc. Les indigènes ne veulent point d'espèces monnayées. En échange du produit de leur chasse, ils demandent des armes : couteaux, haches, épées, fers de flèches ; plus tard : mousquets, des outils et des ustensiles ».

---

(1) Mémoire de CATALOGUE, A. C. C., C-11 A, 33, folio 209.

(2) SALONE, *Colonisation de la Nouvelle France*, 2<sup>e</sup> partie, ch. I.

La traite des pelleteries, dans les premiers temps de la colonie surtout, est donc une question vitale; celle dont « dépend son prompt établissement » (1). Le Roi le comprend, qui, paralysé par la lutte contre la Maison d'Autriche, par les guerres de Religion, les Frondes, a du moins l'idée de confier la colonisation à des capitaux particuliers. De là sont nées les Compagnies de commerce : « ...Le Souverain s'en remet à quelques-uns de ses sujets qui forment une association commerciale du soin d'organiser, de peupler une terre vacante. En échange, il leur abandonne de fructueux monopoles qui doivent non seulement leur permettre de couvrir leurs frais, mais de s'enrichir » (2).

Les charges imposées, en revanche, sont écrasantes. La plus célèbre des Compagnies de Commerce, celle des Cent Associés, formée en 1628, devra, dès la première année de sa fondation, avoir fait passer au Canada deux cents colons. Au 31 décembre 1643 — 15 ans plus tard — elle devra en avoir établi quatre mille. « Encore, — ajoute M. SALONE, — ne s'agit-il pas simplement d'amener les colons au port et de leur distribuer des terres; avant de les abandonner à eux-mêmes, on doit assurer aux nouveaux venus, avec la sécurité du lendemain, le répit indispensable pour s'acclimater au ciel nouveau. La Compagnie est donc tenue de les loger, nourrir, entretenir et cela pendant trois ans » (3).

Ainsi, le succès de la traite lie les intérêts de la Nouvelle France à ceux de la Compagnie, puisque les bénéfices de l'une conditionnent l'essor de l'autre.

---

(1) SALONE, *Ibidem*.

(2) SALONE, *Ibidem*.

(3) SALONE, *Ibidem*.

Or — dès avant la découverte — les traiteurs hantent les parages et les voies d'accès de la Colonie.

En 1477, selon THÉVET, historiographe de Henri II, de hardis marins de La Rochelle abordaient à Terre-Neuve. En 1634, Jacques CARTIER rencontrait dans le Saint-Laurent un bâtiment rochelais et CHAMPLAIN rapporte le témoignage de vieux marins qui auraient abordé à Tadousac avant 1550.

Ces fraudeurs concurrencent dangereusement les Compagnies.

« ...CHAMPLAIN, dit DIONNE (1), semait pour le compte de M. de MONTS et de ses Associés et les marchands étrangers récoltaient ». L'ESCARBOT (2) exprime la même idée : « ...L'envie et la rapacité ont porté les pêcheurs de morue jusqu'au Sault de la Grande Rivière du Canada et CHAMPLAIN ne saurait y aller qu'il n'ait une douzaine de barques à sa suite pour lui ravir ce que son travail et son industrie devraient lui avoir acquis ».

Cette prise de contact, dont dépendra peut-être le succès de la colonisation ou son échec, c'est au Gouvernement d'en assurer le contrôle. « L'apparition des conquérants est, pour les naturels ou bien un signe de bénédiction, ou bien un signe de malédiction » (3). Les fraudeurs, en Nouvelle France, risquent, précisément, de compromettre les rapports des indigènes avec les colons. Ils les volent honteusement. Ils obtiennent de leur naïveté des fourrures rares en échange de bimbeloterie sans valeur. Au reste, les Indiens ne s'y trompent pas. CHAMPLAIN, rencontrant les Montagnais « sur le sentier

---

(1) DIONNE, *Samuel Champlain*, I, p. 278.

(2) L'ESCARBOT, cité par DIONNE, *Ibidem*.

(3) René MAUNIER, *Sociologie coloniale*, ch. VII.

de la guerre », échange avec leur chef ce dialogue : « ...Voilà, disent les Peaux-Rouges, beaucoup de Basques et de Mistigoches (les Bretons et les Normands) qui disent qu'ils viendront à la guerre avec nous. Que t'en semble? » — « Non, répond CHAMPLAIN, je sais bien ce qu'ils pensent. Ils ne font de telles promesses que pour se procurer plus facilement vos fourrures ». — « Tu as dit vrai, concluent les Montagnais, ils ne veulent faire la guerre qu'à nos castors » (1).

Lors de son troisième voyage dans l'intérieur des terres, les chefs Hurons se plaignent à CHAMPLAIN de la présence des traiteurs. « Nous voyons bien qu'il n'y a que le gain ou l'avarice qui les amène ici. Quand même ils auraient besoin de notre assistance, nous ne leur donnerons aucun secours ».

LESCARBOT dénonce à son tour les agissements des fraudeurs contraires à l'intérêt de la religion et de la France : « ... C'est une chose fort favorable que la liberté du trafic, mais la cause de la Religion et de nouveaux habitants d'une province est encore plus digne de faveur... Le public ne se ressent point du profit de ces particuliers, mais d'une Nouvelle France, toute l'antique France se pourra un jour ressentir avec utilité, gloire et honneur » (2).

Et ailleurs, insistant sur la même idée : « ...Je demanderai volontiers qui est plus à préférer, ou la religion chrétienne et l'amplification du nom français ou le profit particulier, d'un marchand qui ne fait rien pour

---

(1) Cité par DIONNE, *op. cit.*

(2) LESCARBOT, livre 5, ch. I, cité par DIONNE.

le service de Dieu ou du Roi? » (1). Pour démontrer l'importance politique et économique de la traite, il n'est que de citer quelques-unes des rigoureuses réglementations dont elle fut l'objet.

Le traité accordé par Henri IV à de Monts, le 18 décembre 1603 (2) fait défense... « à tous... autres que le sieur de Monts et ses Associés de trafiquer des pelleteries et autres choses avec les sauvages, — ni de s'associer avec les étrangers pour, sous leur nom ou en quelque autre sorte, troubler en icelle traite le sieur de Monts et ses Associés ».

Les peines prévues contre les délinquants sont très lourdes : confiscation pure et simple, au profit de la Compagnie, des vaisseaux, vivres, armes et matériels qui auront servi à faire la traite ; — et amende de 30.000 livres.

La menace de ces peines n'a nullement inquiété les fraudeurs, car dès le 22 janvier 1605 (3), le Roi est obligé de les renouveler en les aggravant. Les délinquants risquent maintenant, outre l'amende, une punition corporelle.

L'édit de formation de la Compagnie de la Nouvelle-France (dite des Cent Associés) du 29 avril 1627 porte interdiction formelle de traiter. Toutefois, les Français résidant au Canada et « qui ne seront pas nourris ou entretenus aux dépens de ladite Compagnie » pourront librement traiter des pelleries avec les sauvages à charge par eux de ne les vendre qu'aux représentants

---

(1) *Ibidem.*

(2) Dans DIONNE, *op. cit.*

(3) A. C. C., C-11, A, 1, f<sup>o</sup> 52.

des Associés qui devront les leur payer 40 sols tournois la pièce » (1).

Le 27 mars 1647 (2), le Roi adjoint au Gouverneur un Conseil formé du Supérieur des Jésuites et du Gouverneur particulier de Montréal et dont le rôle essentiel est la réglementation de la traite. Tous les habitants ont la liberté de faire le commerce des pelleteries avec les sauvages, sous la double condition suivante :

1° Toutes les peaux seront apportées aux « Magasins communs », à peine de confiscation et d'amende arbitraire;

2° Toute exportation est interdite, sauf vers la France. Il ne sera délivré « aucun congé pour aller dans le fleuve Saint-Laurent qu'à ceux de la flotte dudit pays et si aucun autre s'y trouvait à l'avenir, leurs vaisseaux et marchandises demeureront saisis nonobstant tout congé qu'ils auraient pu obtenir ». Les contrôleurs de la traite en assureront la police.

Dès l'année suivante, un nouvel arrêt du Conseil du Roi du 5 mars 1648 (3) avoue que l'arrêt de mars 1647 a été mal observé et en confirme les dispositions.

Les textes précédents furent-ils suivent d'effectives sanctions?

En tous cas la menace de poursuites sévères a certainement ralenti l'activité des fraudeurs. Il suffit qu'on apprenne la révocation du privilège d'une Compagnie de Commerce pour que le nombre des traiteurs augmente. « ...Cette année, écrit L'ESCARBOT en 1609 (4), le

---

(1) A. C. C., C<sup>11</sup> A, 1, f° 79.

(2) A. C. C., C<sup>11</sup> A, 1, f° 237.

(3) A. C. C., C<sup>11</sup> A, 1, f° 245.

(4) Cité par DIONNE, *op. cit.*, I, 270 et suivantes.

refus fait au sieur de Monts de lui continuer son privilège, ayant été divulgué par les ports de mer, l'avidité des mercadents pour les castors fut si grande que les trois quarts, cuidant aller conquérir la Toison d'Or sans coup férir, ne conquirent pas seulement des toisons de laine, tant était grand le nombre des conquérants ».

En 1623, CHAMPLAIN sévit contre des matelots qui avaient acheté pour leur propre compte des peaux de castors (1).

Par malheur, le registre des délibérations de l'ancien Conseil de la Colonie, qui nous eut sans doute permis de retrouver des jugements et arrêts prononcés contre les fraudeurs est disparu ; probablement dans l'incendie de l'Intendance à Québec, en 1713.

\*\*

L'importance de la traite, ainsi établie, celle de l'eau-de-vie apparaît comme une résultante.

A peine les indigènes en eurent-ils goûté, qu'elle devint la denrée d'échange par excellence, si ardemment convoitée qu'elle revêtit, très vite, la valeur d'une monnaie.

Malheureusement l'alcool causa parmi les sauvages des désordres graves dont l'Eglise se scandalisa.

Les pouvoirs civils, dans une certaine limite, la suivirent. Dans une certaine limite seulement. Car si l'Eglise ne s'inquiète que de l'Etat spirituel de la Colonie et du progrès du Christianisme, les autorités métropolitaines et locales doivent, nécessairement, se préoccuper de l'état matériel, du développement commercial et économique de la Nouvelle-France.

---

(1) Relation de 1623.

De là, entre les deux puissances, un long conflit qui se terminera, tout compte fait et malgré des succès éclatants; par l'échec des ecclésiastiques; qui atteindra jusqu'aux violences d'une polémique exaspérée et aura souvent son écho jusqu'au Conseil du Roi; conflit enfin où s'exprimera la vieille querelle de la primauté du Spirituel sur le Temporel.

D'autre part, les indigènes, tout naturellement, auront tendance à se rapprocher de leurs fournisseurs, à leur réserver leurs amitiés, à épouser leurs querelles. Ainsi l'alcool, dans une large mesure, prendra l'importance d'un moyen d'action politique et diplomatique.

Enfin, la vente de l'alcool, surtout active jusqu'aux environs de 1660-1670 sur les marchés de Québec, des Trois-Rivières et de Montréal, où les indiens, chaque année, descendent avec 100 à 120 canots, chargés de pelletteries, se développera de plus en plus dans l'intérieur des terres et jusqu'aux bourgades les plus lointaines.

Or, les coureurs des bois ne pourront réaliser les larges bénéfices qui récompenseront leurs durs efforts qu'en profitant du goût effréné des Indigènes pour l'eau-de-vie. Ainsi la question de l'alcool et celle de la course sont inséparables.

\*\*

Les difficultés qui entravent toute législation répressive coloniale semblent s'exprimer selon des règles permanentes. L'éloignement du Pouvoir Central en amoindrit singulièrement la force alors qu'elle exaspère celle des autorités locales. Nulle part la toute puissance du Grand Roi ne fut plus dédaignée qu'en Nouvelle-France.

La lenteur et les difficultés de la transmission des ordres, la difficulté du contrôle, l'absence de moyen de coercition paralysent la répression. De si loin, les difficultés, les contradictions du problème s'amenuisent. Et d'un échec qu'il comprend mal le Pouvoir Central accuse ses représentants. Il espère d'un autre la solution heureuse que l'un n'a pas trouvé. Et les Gouverneurs, les Intendants se succèdent, sans que soit atteint le but poursuivi. Alors le Pouvoir Central hésite, doute et se lasse. Dès lors, s'il continue à édicter des textes répressifs, à exiger de ses représentants l'exécution des ordres anciens, c'est « pour la forme », pour ne point se déjuger ; c'est aussi par respect ou par crainte d'une partie de l'opinion.

Parvenue à son terme, cette étude constituera peut-être, pour une époque et dans un pays donnés, un exemple précis de ces lois générales.



## CHAPITRE PREMIER

Le premier texte qui fasse mention de l'alcool semble être la Relation du père BIARD, en 1611. Mais le père BIARD ne signale la présence de l'alcool qu'en Acadie (1).

En 1633 l'alcool a certainement été importé au Canada, car CHAMPLAIN tente d'en enrayer la vente par des mesures de rigueur; en 1636 un colon est condamné à 50 livres d'amende (2).

En 1634, le père LE JEUNE dénonce les premiers désordres : « ...Depuis la venue des Européens les sauvages sont devenus tellement ivrognes qu'ils ne sauraient s'abstenir de boire et font gloire de s'enivrer ». LE JEUNE généralise, ce n'est pas douteux, car le père SAGARD, en 1632, ne parle pas de l'alcool et LALLEMENT, pour l'année 1640, en limite les excès à quelques cas isolés : « ...Le démon nous a suscité un ennemi domestique plus cruel que l'ennemi public : c'est la manie de *quelques* sauvages de prendre des boissons par excès et la manie de *quelques* Français de leur en vendre » (3).

LA TOUR fixe à 1650 seulement l'importance massive de l'eau-de-vie, « jusque-là quasi inconnue des sauvages » (4).

---

(1) Relation de 1611.

(2) Les Relations.

(3) Les Relations.

(4) Mémoire sur la vie de Mgr de LAVAL.

Il est probable qu'elle fut introduite, du moins en quantité importante, par les Anglais, lors de la prise éphémère de Québec en 1639. Les relations des Jésuites sont très nettes sur ce point.

En 1662, MARIE DE L'INCARNATION (1) en a constaté personnellement les effets : « ...Ils (les sauvages) courent nus avec des épées et d'autres armes et font fuir tout le monde... Il s'ensuit de là des meurtres, des violences, des brutalités monstrueuses et inouïes ».

En 1678, DOMBOURG (2) précise, devant le Conseil Souverain, que les indigènes dans leur ivresse « ...commettent beaucoup de crimes et incestes; les enfants tuent leur père, violent leurs sœurs; les mères tuent leurs enfants et les femmes se prostituent pour une chopine d'eau-de-vie ».

Les relations des Jésuites sont pleines de descriptions semblables.

Plus tard, des témoins sont aussi formels. En 1690, DENONVILLE, ancien Gouverneur du Canada, écrit (3) à M. de SEIGNELAY : « J'ai l'expérience des maux que cette boisson cause parmi les sauvages. C'est l'horreur des horreurs. Il n'y a aucun infâmie qui ne se commette entre eux dans leurs excès ». Et LA TOUR : « ...Qu'on entre dans une cabane où l'on vient de boire de l'eau-de-vie, on verra avec étonnement et horreur le père égorgeant son fils, le fils menaçant le père, le mari et la femme, les meilleurs amis s'assommant, se mordant, s'arrachant les yeux, le nez, les oreilles...; ce sont des

---

(1) Lettre du 10 août 1662.

(2) J. et D., 10 octobre 1678.

(3) Cité par GOSSELIN, *Vie de Mgr de Laval*.

forcenés : il n'y a peut-être aucune image plus vive de l'Enfer ».

\*  
\*\*

Que l'alcool ait causé des désordres graves, ce n'est pas douteux. Mais les ecclésiastiques — et spécialement les Jésuites — ne les ont-ils pas exagérés?

Nous verrons plus bas les notables canadiens — un peu suspects, sans doute, car ils sont directement intéressés — réduire dans une large proportion les effets de l'alcool.

Il est curieux de constater que les écrits des Révérends Pères, lorsqu'ils ne sont pas destinés au public, sont souvent muets sur la question qui nous intéresse. Le père Gabriel MAREST qui, dans une lettre au père de LAMBERVILLE, Procureur de la Mission du Canada, décrit en détails, en 1694, les mœurs des sauvages, ne parle pas de l'eau-de-vie. De même le père CHOLENEC en 1696. Le père RASLES, qui fut tué par les Anglais en 1724 et le père de la CHASSE, à la même date, ne citent que quelques faits particuliers (1).

Un mémoire sur l'histoire de l'eau-de-vie au Canada, rédigé par quelque missionnaire, permet de juger avec précision les effets de l'alcool, à l'époque où il est devenu la marchandise habituelle des traiteurs (2).

« J'entreprends cette petite histoire, dit l'auteur, pour faire voir que l'ivrognerie des sauvages est d'une différente espèce de celle de tous les autres peuples ».

---

(1) *Lettres édifiantes et curieuses*, Ed. L. Aimé-Martin.

(2) Collection de Mémoires et de Relations sur l'histoire ancienne du Canada.

Voilà qui laisse entrevoir les conclusions. Mais en quoi l'ivrognerie des sauvages diffère-t-elle de celle des autres peuples?

L'alcool « ...fait en eux trois effets : le premier est d'échauffer leur froideur naturelle, leur ôte leur timidité, leur honte et le trop d'attention que leur donne ce sang-froid. Le second est de leur faire entreprendre avec force et hardiesse quelque méchante action de colère, de vengeance ou d'impureté. Le troisième, c'est que l'excès de la boisson et l'ivresse, leur fournissent une excuse reçue et autorisée par la coutume et une impunité de tout le mal qu'ils font pendant qu'elle dure ».

Ceci revient à dire que l'alcool procure aux indiens une excitation passagère, exalte leur courage et diminue leur raison; qu'il produit, en somme, sur les Indigènes les effets qu'il produit sur tous les hommes. Et si l'ivresse sert d'excuse à leurs délits ou à leurs crimes, il n'y a rien là, non plus, d'exceptionnel. En droit pénal français contemporain il a fallu un texte très récent pour ôter à l'ivresse son caractère d'excuse atténuante, admis jusque-là par la jurisprudence.

Mais, plus précisément, quelles ont été, selon notre auteur, les conséquences — accidents ou crimes — de l'ivrognerie?

Il signale, pour les années :

1680 : une fille enceinte noyée et trois sauvages tués à coups de couteaux.

1683 : un noyé.

1684 : un indien gelé.

1685 : un indien gelé.

1686 : un indien noyé avec ses trois enfants.

1690 : deux indiens tués au cours d'une rixe.

1692 : un indien gelé.

1694 : un indien gelé.

1695 : une femme indienne tuée par son mari.

1697 : une vieille femme morte d'ivrognerie; une femme poignardée par son père.

1698 : un indien tué à coups de couteau; une femme morte de froid.

1699 : un indien mort d'ivrognerie.

Il résulte de cette énumération que le nombre des crimes commis pour une période d'une vingtaine d'années est faible; que, d'autre part, des décès attribués à l'ivrognerie sont, en partie du moins, dus à la rigueur du climat.

Le rédacteur du mémoire estime, pour toute l'étendue de la Colonie, à une *vingtaine* par an le nombre de sauvages victimes d'abus alcooliques. Encore comprend-il dans ce chiffre les petits enfants mort-nés et les indiens qui, « ne pouvant payer leurs dettes », quittent leur territoire de chasse.

Ailleurs, il attribue à l'alcoolisme la hideur de certains massacres, celui de LA CHINE, par exemple. C'est possible, encore que la sauvagerie naturelle des indigènes suffise à expliquer leurs excès guerriers et les tortures effroyables subies par les prisonniers.

Au surplus — et de très bonne foi — certains missionnaires n'ont-ils pas attribué à l'eau-de-vie des excès commis par les indigènes sous l'action de plantes ou drogues inconnues? Les travaux de M. de FÉLICE ont démontré que, de tout temps et dans des contrées bien différentes, les indigènes n'avaient pas attendu l'arrivée des Européens pour s'adonner à l'usage d'excitants ou de stupéfiants.

En 1632, le Récollet Gabriel SAGARD, décrit, dans la narration de son voyage entrepris en 1624, les curieuses méthodes thérapeutiques employées par les Hurons dans le traitement de certains troubles appelés « maladies de Furie ». « Lorsque tous les remèdes et inventions n'ont servi de rien et qu'il y a quantité de malades en un bourg, ou du moins qu'un des principaux d'entre eux est atteint d'une grave maladie, ils tiennent conseil et ordonnent Lonovoiroya (?) qui est l'invention principale et le moyen le plus propre pour chasser les diables et malins esprits de leur ville ou village. Le soir, donc, les hommes commencent à casser, renverser tout ce qu'ils rencontrent par les cabanes. Comme des forcenés, ils jettent le feu et les tisons allumés par les rues, crient, hurlent, chantent et courent toute la nuit par les rues et à l'entour des murailles du bourg sans se donner aucune relâche » (1).

L'Abbé Claude Trouvé (2), sous-diacre de Saint-Sulpice arrivé à Québec en 1667, termine ainsi sa Relation : « Je rends ce témoignage à la vérité : que les sauvages, tout barbares qu'ils sont et sans les lumières de l'Evangile ne commettent point tant de péchés que la plupart des chrétiens ».

C'est entre l'affirmation de cet ecclésiastique et celle du Missionnaire de 1705 qu'on peut, sans doute, situer la vérité.

---

(1) SAGARD, *Le grand voyage au Pays des Hurons*, 1632.

(2) *Mémoire de la Société historique de Montréal*, 9<sup>e</sup> livre.

## CHAPITRE II

M. SALONE constate que la Colonie, dans sa première période d'extension, est une « théocratie ». « Les véritables seigneurs du Canada, écrit-il, ce sont les Jésuites. Ils ont tous les prestiges. Ils méritent toutes les grâces, toutes les admirations. Ils sont au premier rang des défenseurs de la Nouvelle-France... Toute la jeunesse canadienne passe par leurs mains, toute celle, du moins, qui a besoin d'être instruite. Jusqu'à la fondation du séminaire, ils tiennent toutes les Ecoles » (1)

Leur influence auprès des nations indiennes est telle que les autorités anglaises finirent par la considérer comme un danger politique qu'il fallait éliminer par tous les moyens. En 1669 lors BELLEMONT, Gouverneur de la Nouvelle-Angleterre promettait aux Iroquois cent pièces de muids (113 dollars) : « pour chaque prêtre papiste ou jésuite » qu'ils lui livreraient. « Nous avons, ajoutait-il, une loi qui nous donne le droit d'arrêter de pareils perturbateurs de la paix publique » (2).

L'histoire des Jésuites au Canada n'est qu'un chapitre de leur histoire dans le monde et particulièrement dans les Amériques. Au Mexique, en Bolivie, au Pérou,

---

(1) SALONE, *Colonisation de la Nouvelle France*, 3<sup>e</sup> partie, ch. IV.

(2) FULOP-MILLER, *Les Jésuites et le secret de leur puissance*, 5<sup>e</sup> partie, ch. II.

au Brésil, ils découvrent plus de cent nations ; ils introduisent l'agriculture, l'élevage, l'industrie. Ils créent des collèges, à Luna, à Curzo. Partout les mêmes succès sont obtenus par les mêmes méthodes. Or ces méthodes entraînent leur intrusion dans le domaine temporel. Au début les autorités civiles des pays découverts exaltent le mérite des pères Jésuites. Mais bientôt elles ne peuvent « se dissimuler... que ces prêtres poussaient un peu loin leur zèle religieux, et qu'il leur arrivait de plus en plus d'outrepasser les limites de leur véritable champ d'action » (1).

Et la méthode habituelle des Jésuites est d'isoler les indigènes des Européens sous prétexte de les préserver de « la contagion du mauvais exemple » (2).

En Amérique du Sud ils s'engagent auprès du Roi d'Espagne à fonder un Etat Indien qui reconnaîtrait la suprématie de l'Espagne et même verserait à la Cour de Madrid une capitation annuelle, à condition qu'on le laissât absolument indépendant des autorités coloniales espagnoles.

PHILIPPE III, puis PHILIPPE IV, alléchés par la promesse des subsides, octroyèrent une patente qui accordait aux Pères des pleins pouvoirs... et stipulait ...qu'à l'exception du Gouverneur, aucun blanc n'aurait le droit de pénétrer sans leur autorisation dans les villages indiens établis par les missionnaires (3).

Au Canada, en dépit des ordres réitérés de COLBERT qui les exhortent à élever des jeunes sauvages et à leur apprendre le français « pour les mêler aux habitants »,

---

(1) FULOP-MILLER, *op. cit.*, 5<sup>e</sup> partie, ch. II.

(2) *Ibidem.*

(3) *Ibidem.*

ils opposent, fidèles à la même tactique, la force d'inertie. L'un d'eux, le P. MERCIER, remarque justement GARNAULT, « regrettait, non de ne pouvoir faire du Canada « un beau royaume français », mais que les Iroquois les « empêchaient d'en faire un grand Empire Chrétien » (1). Pourtant le projet de COLBERT est réalisable. La preuve c'est qu'il l'a été par les Ursulines de Québec sous la direction de deux femmes remarquables : M<sup>me</sup> de la PELTRIE et Marie de l'INCARNATION.

Un mémoire touchant les boissons enivrantes, de 1693, révèle, très précisément, la volonté des Jésuites d'isoler les indigènes des Français : « On a toujours reconnu que le voisinage des Européens, tant pour la boisson que pour les maux, a été un très grand empêchement à la conversion des infidèles et le fruit est toujours incomparablement plus grand, plus prompt et plus constant lorsque, parmi les Indiens, il n'y a point d'autres Européens que les Missionnaires » (2).

En Nouvelle-France, comme presque partout ailleurs, ces projets de domination exclusive sur les indigènes n'eurent pas de suite. Au moins les Jésuites se hâtèrent-ils de s'immiscer dans les domaines qui favorisaient un contact plus étroit entre les Européens et les Français.

En Amérique du Sud, ils interviennent dans la question du trafic des esclaves et, sans doute, sur bien des points leur intervention fut-elle salutaire. Mais leur zèle les poussa si loin « qu'ils furent nettement accusés de faire cause commune avec les Indiens contre les blancs, et de travailler à ébranler leur obéissance à l'égard des autorités royales, en leur dépeignant les vices des Euro-

---

(1) Relation 1665, dans GARNAULT, *op cit.*, t. I, p. 252, note 70.

(2) A. C. C., C-11, A, 12, f° 382.

péens ; leurs adversaires prétendaient qu'ils ne visaient rien moins qu'à la création d'un Etat indien indépendant sous leur propre domination » (1).

Au Canada, ils intervinrent dans la question de la Vente des boissons enivrantes, au nom de la « miséricorde chrétienne » et pour sauver les indigènes des désordres de l'alcoolisme.

Ils furent, sur ce terrain, appuyés par les représentants de l'Eglise pour qui la vente de l'alcool est « un obstacle à la propagation de la foi », une « violation de la loi évangélique et même de la loi naturelle » (2).

Mais le grand collaborateur des Jésuites c'est M. de LAVAL, futur évêque de la Nouvelle-France. FRONTENAC l'accusera d'être entièrement à leur dévotion, de ne rien faire sans leur ordre. En 1665, le Roi, mettant TALON en garde contre l'autorité des Jésuites, précise : « Ils ont été bien aises de nommer le saint Evêque de Pétrée, comme étant dans leur entière dépendance » (3).

Le point de vue du Chef de l'Eglise canadienne, sur la question des boissons enivrantes, rejoignait d'ailleurs celui des Révérends pères : « Ce qui désolait le prélat, dit GOSSELIN, son panégyriste, c'est la perte des âmes, la ruine spirituelle des Français qui, ne recherchant que leurs intérêts matériels, avaient oublié leur fin dernière ; la perte surtout des pauvres sauvages pour le salut desquels il avait été envoyé au Canada » (4).

Par malheur, nous l'avons vu, la question de l'eau-de-vie, intéressant au premier chef les pouvoirs civils,

---

(1) FULOP-MILLER, *op. cit.*

(2) GOSSELIN, *Vie de Mgr de Laval.*

(3) *Mémoire du Roi à Talon*, 27 mars 1665. Coll. Manuscrits, t. I, p. 176.

(4) GOSSELIN, *Vie de Mgr de Laval.*

l'intervention de l'Eglise devait très vite apparaître comme un empiètement intolérable du Spirituel sur le Temporel. En sorte que, l'un après l'autre, Gouverneurs et Intendants, un instant d'accord avec les autorités religieuses, ne tardent pas à s'en séparer. Au moment de leur arrivée, sauf exception, ils sont nouveaux venus dans la Colonie. Or, avec qui prennent-ils, dès l'abord, contact? Avec les représentants de l'autorité religieuse, en premier lieu avec l'Evêque de Québec. Et la thèse de l'Eglise est si claire en matière de boissons enivrantes! Elle semble confirmée par des faits si précis! De la vente de l'alcool, Gouverneurs et Intendants ne voient nécessairement que les résultats fâcheux : les désordres causés dans les tribus et dont des chrétiens se font les promoteurs ou les complices. Ainsi, ils sont à l'avance, gagnés aux idées de l'Eglise Canadienne : D'AVAUGOUR, MÉZY, COURCELLES, FRONTENAC lui-même collaborent étroitement avec elle dans les premiers mois de leur Gouvernement. Puis, très vite, la question de la vente de l'alcool leur apparaît avec ses difficultés, ses contradictions, ses impératifs. Ils réalisent que ce problème, prétendu très simple, est en réalité complexe et grave et que de sa solution dépend, dans une large mesure, l'avenir de la Colonie.

Surtout, ils s'aperçoivent que la question des boissons enivrantes est, pour l'autorité religieuse, le prétexte et l'occasion d'une perpétuelle intervention, une entrave à leur autorité, une source de conflits et d'agitation.

L'Eglise se préoccupe de l'état moral de la Colonie, de l'évangélisation des sauvages, du progrès du Chris-

tianisme. Les pouvoirs civils veulent le développement matériel économique, commercial de la Nouvelle-France. La première juge en apôtre, les seconds en colonisateurs. Leurs points de vue se heurtent en une incompatibilité d'où naîtra la longue lutte qui va les opposer.

### CHAPITRE III

Dans la Relation de 1634, le père LE JEUNE félicite CHAMPLAIN et la Compagnie des Cent Associés d'avoir « tenu la main » aux défenses faites de vendre de l'alcool aux Indiens.

D'AILLEBOUST et MAISONNEUVE montrèrent une égale sévérité, mais aucun texte précis ne semble avoir été conservé.

Le 9 juillet 1644, une ordonnance de MONTMAGNY défend de « vendre, troquer, donner, échanger aux sauvages des arquebuses, pistolets, autres armes à feu, poudre, plomb, *eau-de-vie*, *eaux fortes*, bières », sous peine de confiscation et d'une amende de 50 livres. Le 6 septembre 1645 MONTMAGNY confirme cette ordonnance et en aggrave les sanctions : la peine encourue devient arbitraire (1).

Ces deux ordonnances, qui tendent bien plus à protéger le privilège de la Compagnie des Cent Associés qu'à interdire la traite de l'alcool, sont intéressantes, précisément, parce qu'elles apparaissent, pour ainsi parler, comme des textes de transition. L'alcool est énuméré parmi les marchandises de troc habituelles, preuve que si quelques voyageurs emportent de l'eau-de-vie, cette denrée n'est pas courante encore.

---

(1) ROY, *Archives du Séminaire de Québec*, tome I.

D'ARGENSON, puis d'AVAUGOUR qui succèdent à d'AILLEBOUST témoignent de la même énergie. Le 7 octobre 1661 un sieur Daniel UVIL est arquebuse. Le 11 octobre un sieur LA VIOLETTE subit le même sort... (1).

Dans l'intervalle le Roi lui-même, par un Arrêt du 7 mars 1652, a interdit la vente de l'alcool sous peine de punition corporelle arbitraire, sanction grave qui permet aux juges les pires châtimens (2).

\*  
\*\*

Pour l'Eglise, dès cette époque — et bien plus que pour les Pouvoirs civils —, « il n'y avait pas de juste milieu ni d'hésitation possibles : il fallait couper le mal dans sa racine, il fallait défendre absolument non seulement de vendre mais aussi de donner, sous n'importe quel prétexte, des boissons enivrantes aux sauvages » (3).

Les missionnaires, selon A. MACKENZIE, seraient parvenus, dès leur arrivée dans la colonie, à empêcher, « par un règlement très sage, qui malheureusement ne subsiste plus », la vente de l'alcool aux sauvages (4). Dès 1657, en tous cas, le curé de Québec, M. de QUEYLUS, défendit la traite de l'alcool, sous peine de péché mortel (5).

M. de LAVAL, soutenu par les jésuites, chez qui plusieurs conférences se tinrent en 1659, fulmina le 5 mai 1660 l'excommunication *ipso facto* contre les traiteurs.

---

(1) *Journal des Jésuites*, 1661.

(2) J. et D., 28 septembre 1663.

(3) GOSSELIN, *op. cit.*

(4) A. MACKENZIE, *Voyage à l'intérieur de l'Amérique septentrionale*, t. I, p. 12.

(5) *Journal des Jésuites*, 1658.

Un sieur AIGRON, dit LAMOTHE, est excommunié et M. de LAVAL croit si bien avoir extirpé le mal qu'il se décide, dès octobre 1661, à suspendre l'exécution de son mandement (1).

La vérité est que jusqu'à cette date les autorités religieuses ont été soutenues ou devancées par les Pouvoirs civils. Si la vente de l'alcool a été moins active c'est bien par l'effet des terribles sanctions du Gouverneur. La suite des événements en justifiera.

Or, soudain, d'AVAUGOUR, en contradiction avec ses actes précédents, sembla se désintéresser de la question de l'alcool et, selon l'expression de LA TOUR, « lâcha la bride aux traitants ».

Que s'était-il passé?

Les historiens sont d'accord pour expliquer le brutal revirement du Gouverneur par cette anecdote : une femme de Québec, ayant contrevenu aux défenses, demanda au père LALLEMENT d'intervenir en sa faveur. « Comment, répliqua le Gouverneur, vous êtes les premiers à crier contre la traite et vous ne voulez pas qu'on punisse les traitants! Je ne serai plus le jouet de votre contradiction; puisque ce n'est pas une faute punissable dans cette femme, elle ne le sera plus pour personne! » (2).

Que l'incident ait eu lieu, ce n'est pas douteux.

Il ne justifie en aucune façon la décision de d'AVAUGOUR qui, en l'occurrence, paraît avoir saisi un prétexte plausible pour justifier une décision déjà mûrement pensée. La vérité est que le Gouverneur est personnellement en mauvais termes avec M. de LAVAL. Il avait, évinçant

---

(1) Relation de 1662.

(2) GOSSELIN, *op. cit.*

le Prélat, appelé à son conseil le Supérieur des Jésuites, le père RATHENAU. Mais surtout, d'AVAUGOUR souffre mal les mandements du Prélat qu'il considère comme des empiètements du Spirituel sur le Temporel, premier écho d'une querelle que nous retrouverons bien envenimée dans les années qui vont suivre.

M. de LAVAL remit en vigueur le 24 février 1662 l'excommunication *ipso facto*. Il la renouvela le 30 avril 1662.

Peine perdue, Le mal s'aggrava. « ...Le coup de foudre de l'excommunication ne les a pas plus étonnés que le reste, dit Marie de l'INCARNATION. Ils n'en ont tenu aucun compte, disant que l'Eglise n'a point de pouvoir sur les affaires de cette nature » (1).

Voilà le grand mot lâché!

Il témoigne que sur ce point l'immense majorité des colons pense comme le Gouverneur.

A la Cour, les plaintes contre les fraudeurs, les doléances des ecclésiastiques — jésuites en tête — s'accroissent.

D'AVAUGOUR, qui sent sa position menacée, envoie à Paris son secrétaire, PÉRONNE de MAZÉ, pour défendre sa politique. M. de LAVAL lui-même passe en France le 13 août 1662, accompagné du Supérieur des Jésuites qui a été professeur du Grand CONDÉ et compte sur la protection de son ancien élève (2). A Versailles, COLBERT se montre peu favorable à la thèse des ecclésiastiques. « Il pensait, dit ROCHEMONTEIX, historien des Jésuites, qu'il fallait autoriser la vente de l'eau-de-vie aux Indiens pour obtenir leur alliance et que les funestes ré-

---

(1) MARIE DE L'INCARNATION, 63<sup>e</sup> lettre.

(2) Sur tout ceci, GOSSELIN, *op. cit.*

sultats de la traite étaient exagérés par le Clergé canadien » (1). Et ROCHEMONTEIX ajoute, non sans amertume : « ...Il (COLBERT) appartenait à l'Ecole qui entend soumettre le Spirituel au Temporel, l'autorité religieuse à l'autorité civile et il trouvait que l'influence de la Compagnie au Canada était trop prépondérante et trop absorbante ».

Heureusement pour M. de LAVAL, LOUIS XIV « qui jeune encore avait l'esprit plus dégagé de préjugés que ses Ministres » le reçoit avec une extrême bonté.

Il accorde tout ce qui lui est demandé et, d'abord, la disgrâce de d'AVAUGOUR, le premier des Gouverneurs que l'Eglise ait fait déplacer (2).

Et le Roi fait plus. Il décide l'interdiction pure et simple de la vente de l'eau-de-vie et permet à M. de LAVAL de choisir son successeur. Le Prélat désigne M. de MÉZY qu'il a jadis connu à l'ermitage de Caen, « espérant que l'union de leurs cœurs contribuerait à l'union de leurs efforts pour arrêter le fléau de la traite » (3).

Enfin, désirant établir au Canada une hiérarchie complète dans l'ordre politique et judiciaire, le Roi érée par l'édit d'avril 1663, le Conseil Souverain de la Nouvelle-France.

---

(1) ROCHEMONTEIX, *Les Jésuites et la Nouvelle-France au XVII<sup>e</sup> siècle*.

(2) Lettre de Mgr de Laval, 26 octobre 1663, citée par GARNAULT : *Histoire du Canada*, t. I, p. 148, en note.

(3) GOSSELIN, *op. cit.*, p. 353.



## CHAPITRE IV

Le Gouverneur, M. de MÉZY, nouveau venu dans la Colonie, n'y connaissait personne. Il n'est pas douteux qu'il laissa à M. de LAVAL le soin de choisir les premiers Conseillers, en sorte que le Conseil, en 1663, était, vraisemblablement, à la dévotion du Prêlat.

La séance inaugurale est du 18 septembre 1663. Dès le 28, le Conseil rendait son premier arrêt contre la traite de l'eau-de-vie (1).

L'exposé des motifs rappelle « qu'il est constant, que les sauvages ne veulent boire que pour s'enivrer ; qu'au mépris de l'arrêt du Conseil du Roi du 7 mars 1652 et des censures de l'Eglise, l'ivrognerie augmente et les sauvages délaissent l'exercice de la chasse par lequel seulement cette colonie a subsisté jusqu'à ce jour ».

Les peines prévues sont une amende de 300 livres et, en récidive, le fouet ou le bannissement. Pour encourager les délations le produit des amendes ira pour un tiers aux dénonciateurs, le solde au fisc et à l'Hôtel-Dieu de Québec.

Le 25 novembre, un sieur Gilles ESNARD est condamné à 50 livres d'amende. S'il s'en tire à si bon compte, c'est

---

(1) J. et D., 28 septembre 1663.

qu'il a pu justifier de son ignorance des récentes prohibitions (1).

Dès l'année suivante, nouvel arrêt le 17 avril 1664. Son préambule est un véritable aveu d'impuissance : « Malgré les précédentes ordonnances le désordre est devenu tel que presque tous les habitants, notamment ceux des cantons du Cap Rouge, Saint-François-Xavier et Sillery y auraient contrevenu, ce qui aurait apporté un grand désordre parmi les sauvages (2).

Le Conseil confirme les dispositions de l'arrêt de 1663 et en aggrave les peines : les délinquants désormais encourrent la confiscation des biens et le bannissement ; « si le cas y échet » le fouet.

Mais le texte n'a pas d'effet rétroactif. Le Conseil fait remise des amendes « qu'auraient pu encourir les contrevenants ». Toutefois, « pour ne pas les laisser entièrement impunis, ils ne pourront, pendant un an, avoir dans leur maison aucune boisson enivrante, ni en emporter, ni en faire emporter, sans un billet du Gouverneur », le tout sous peine de 300 livres d'amende ou, en cas d'insolvabilité, du fouet.

Enfin l'Assemblée, instruite par l'expérience, comprend qu'il ne suffit pas d'édicter des textes. Encore faut-il tenir la main à leur exécution, engager des poursuites, arrêter des coupables. Un arrêt du 24 avril 1664 désigne Jean LEVASSEUR, huissier, avec mission d'arrêter les sauvages ivres. On espère, par les indigènes, obtenir le nom des Français délinquants. Tout habitant requis par LEVASSEUR devra lui prêter main forte sous peine d'une amende de 10 livres. Le lendemain 25, le

---

(1) J. et D., 25 novembre 1663.

(2) J. et D., 17 avril 1664.

Conseil va plus loin : il permet « à toute personne de prendre et arrêter les sauvages trouvés ivres et enjoint à tous de prêter main forte » à peine de 10 livres d'amende (1). Ainsi chaque habitant devient l'exécuteur des décisions du Conseil.

Et les membres de l'Assemblée de donner l'exemple : De VILLERAY et de la FERTÉ arrêtent deux sauvages ivres qui refusent de nommer leurs fournisseurs. Le 11 mai le Conseil les fait emprisonner. Pris de peur, ils dénoncent le sieur ROUVRAY et sont immédiatement relâchés (2).

Le 3 septembre, le Procureur Général, prévenu que des habitants des Trois-Rivières « baïllaient » de l'eau-de-vie aux sauvages, demande et obtient du Conseil qu'une information soit ouverte par le Juge Royal (3).

Cette nouvelle menace ne ralentit pas l'activité des traiteurs. En avril 1665 une pétition des habitants du Cap, de la Madeleine et des Trois-Rivières est présentée au Conseil par les soins de leur syndic Louis PINARD : les trafiquants, sous prétexte de vendre des boissons permises, fournissent de l'alcool aux Indiens. Le Conseil, par arrêt du 19 avril, renouvelle les prohibitions à peine de 500 livres d'amende et de telle peine arbitraire « qui sera jugée à propos ». Deux nouveaux arrêts des 6 décembre 1666 et 5 janvier 1667, rendus sans doute sur l'insistance de M. de LAVAL, en accord avec le Procureur Général, constatent que malgré les défenses précédentes, les désordres causés par la vente

---

(1) J. et D., 24 et 25 avril 1664.

(2) J. et D., 11 mai 1664.

(3) J. et D., 3 septembre 1664.

(4) J. et D., 19 avril 1665.

de l'alcool continuent; qu'ils peuvent de beaucoup retarder l'avancement du Christianisme parmi ces peuples infidèles ou même devenus chrétiens ». Les pénalités encourues sont l'amende arbitraire et, en récidive, une punition corporelle arbitraire. (Le Procureur Général avait demandé les galères à perpétuité.) Tout sauvage trouvé en état d'ivresse sera exposé au carcan pendant trois heures (1).

Et cette fois, le Conseil semble tenir la main à la répression.

Le 29 janvier 1667, le notaire Pierre DUGUET et l'huissier LEVASSEUR de ROMAINVILLE sont désignés, à défaut de Juge Royal, pour engager des poursuites (2).

Des informations contre des habitants des Trois-Rivières et du Cap faites par le Juge Royal HÉRISSON les 4 septembre 1666, 19 novembre 1666, 3, 12, 19, 20, 29 janvier 1667; 9, 18, 26, 28 mars 1667; 1<sup>er</sup>, 15 et 16 avril 1667, sont envoyées au Conseil qui désigne un de ses membres, de GORRIBON, pour « examiner lesdites informations et en extraire les charges qui se trouvent contre les inculpés ».

Le 20 juin 1667 comparaissent devant le Conseil, en présence de TRACY, de COURCELLES, qui vient de succéder à MÉZY, de TALON et de M. de LAVAL, les sieurs Nicolas GASTINEAU, Jean LE MOYNE, Michel GAMELIN, Berthélemy BERTHAULT, Jean MOUFFLET, Jean BONNEAU, Jean BAPTISTE et Nicolas CREVIER, LA CHÈZE, Benjamin ANSEAU. François FAFFARD, Jean RICCARD et douze sauvages : une véritable fournée (3).

---

(1) J. et D., 19 avril 1665.

(2) J. et D., 29 janvier 1667.

(3) J. et D., 20 juin 1667.

GAMELIN est condamné à 200 livres d'amende; GASTINEAU et LE MOYNE à 150 livres; BERTHAULT, MOUFFLET et BONNEAU à 50 livres. Les trois derniers « tiendront prison », en cas de non-paiement de leur amende, pendant un mois. Pendant la dernière quinzaine de leur détention ils seront exposés chaque jour une heure durant sur le cheval de bois, avec cette inscription « pour avoir vendu de l'eau-de-vie aux sauvages ».

Quant aux Indiens : 50 livres d'amende. S'ils ne peuvent payer : un mois de prison. Deux tiers des amendes iront à l'hôpital de Québec; le dernier tiers aux officiers de police, pour couvrir leurs frais.

A la même date (20 juin 1667) passent devant le Conseil trois jeunes gens surpris en flagrant délit. Le Conseil se borne à confisquer l'eau-de-vie au profit des dénonciateurs.

Le 18 juillet un sieur LEVESQUE, convaincu d'avoir à plusieurs reprises donné de l'alcool aux sauvages, est condamné à 20 livres d'amende; pour le même délit et à la même date, les nommés ROCHEREAU et CREVIER paieront 50 livres d'amende (1).

De pareilles sanctions évidemment n'entravent pas le trafic. Nous verrons plus loin les raisons de cette indulgence.

Sur le bureau du Conseil une nouvelle requête des habitants des Trois-Rivières est déposée, qui dénonce l'ivresse « perpétuelle » des Indiens et les désordres qu'elle occasionne. D'une part les sauvages abandonnent si bien la chasse « qu'ils ne font pas le demi-quart des pelleteries qu'on pourrait espérer d'eux »; d'autre

---

(1) J. et D., 18 juillet 1667.

part ils se laissent dépouiller de leurs pelleteries, laissant leurs créanciers sans recours.

Le Conseil intervient une fois encore : un premier arrêt du 29 février 1668 confirme les défenses et les peines de l'arrêt du 5 janvier 1667. En outre il interdit à quiconque d'emporter dans la profondeur des bois plus d'un pot d'eau-de-vie pour huit jours. Nul ne pourra aller dans les bois sans avertir le commandant du district et sans faire visiter ses bagages ; le tout sous peine de confiscation des marchandises et d'amende arbitraire (1).

Enfin, sur l'initiative de TALON, le 5 mars 1669, un arrêt, considérant que « la trop grande quantité de vin et d'eau-de-vie qui sont annuellement apportés de France et qui se consomment en ce pays est un moyen qui nourrit la débauche de plusieurs de ses habitants, qui les divertit du travail et ruine leur santé par de fréquentes ivrogneries », décide la création de brasseries pour la fabrication de la bière. Parallèlement, il limite l'importation annuelle du vin à huit cents barriques, celle de l'alcool à quatre cents. Les importations, à dater de la création des premières brasseries, n'auront lieu qu'en vertu de congés du Roi, du Gouverneur ou du Conseil, sous peine de la confiscation des marchandises et d'une amende de 500 livres. Le montant de ces amendes ira, pour un tiers, au premier brasseur « pour son dédommagement » (2).

Le nombre des habitants de la Nouvelle-France est, en 1668, de 6.282. Il n'est pas inutile de remarquer que les importations permises représentent une barrique

---

(1) J. et D., 29 février 1668.

(2) J. et D., 5 mars 1669.

d'alcool pour moins de 16 habitants, chiffre énorme qui témoigne à l'évidence que le Conseil a réservé une large part à la consommation des sauvages.

\*\*

Pour les historiens religieux les causes de l'inanité de la répression sont très simples. Dès 1664, le Gouverneur de MÉZY, après quelques mois de collaboration sans reproche avec M. de LAVAL, se serait rangé du côté des traiteurs et aurait toléré la vente de l'alcool. Pourquoi? « Par chagrin de n'avoir pas dans la Colonie l'autorité absolue des anciens gouverneurs, de partager le pouvoir avec le vicaire apostolique » (1).

Un premier incident avait opposé — fin 1663, début 1664 — le Gouverneur et le Prélat, à propos de la nomination des syndics de Québec. Le représentant de M. de LAVAL, l'abbé de LAUZON-CHARNY, en accord avec deux membres du Conseil Souverain, LA FERTÉ et d'AUTEUIL, s'opposa à la prestation de serment du nouvel élu. Ni ROCHEMONTEIX, ni l'abbé de LA TOUR ne se demandent un seul instant si l'intervention de l'Eglise en pareille matière était justifiée.

MÉZY devait-il s'incliner devant la volonté du prélat? C'était admettre la primauté du Spirituel sur le Temporel. Quoi qu'il en soit, MÉZY, décidé à briser l'opposition, révoqua de sa seule autorité VILLERAY, d'AUTEUIL et BOURDON qui lui avaient été imposés par M. de LAVAL et qu'il accusait d'avoir « voulu se rendre les maîtres du Conseil, contre les intérêts du Roi et du pu-

---

(1) ROCHEMONTEIX, *op. cit.*

blic » (1). Incontestablement l'acte était illégal puisqu'aux termes de l'arrêt de création du Conseil, toute nomination ou révocation de Conseiller devait avoir lieu « ensemble et de concert » avec l'Evêque de Québec. Finalement MÉZY fit embarquer pour la France BOURDON et VILLERAY. Ce dernier chargé — on s'en doute — des plaintes de l'Eglise canadienné n'eut, à son arrivée à Versailles, « qu'à se présenter pour obtenir pleine réparation ». MÉZY était à l'avance condamné, ayant attiré la colère du monarque en faisant appel — lors de la nomination des syndics — au suffrage populaire. LOUIS XIV ordonna son arrestation et son procès. La mort du Gouverneur, en mai 1665, mit fin à cette pénible affaire.

Le 12 septembre, le nouveau Gouverneur, de COURCELLES et l'Intendant TALON arrivaient à Québec.

Mais, de COURCELLES abandonna à l'Intendant l'étude de la question des boissons enivrantes.

Or TALON a été sérieusement mis en garde contre les Jésuites. Ses instructions de la Cour en date du 27 mars 1665 précisent : « Les jésuites en Canada ont pris une autorité qui passe au delà des bornes de leur véritable profession qui ne doit regarder que les consciences » (2).

La victoire des ecclésiastiques sur MÉZY, après celle sur d'AVAUGOUR, n'a pas, comme on pourrait le croire, exaspéré leur esprit de domination. Ils ont senti que l'attention de COLBERT était, contre eux, attirée par les critiques du Gouverneur défunt, et, pour l'heure, ils recherchent avec l'autorité civile une collaboration amicale. TALON s'y laissa si bien prendre qu'il écrivit à

---

(1) *Ibidem.*

(2) COLBERT à TALON, 27 mars 1685. *Coll. de Doc.*, t. I, p. 176.

COLBERT en 1665 : « Si, par le passé, ils (les jésuites) avaient balancé l'autorité temporelle par la spirituelle, ils avaient bien réformé leur conduite depuis peu ».

Ce qui est certain c'est que TALON assistait à la discussion des arrêts des 5 janvier 1667 et 29 février 1668. Quant à l'arrêt du 5 mars 1668, sur les brasseries, il est entièrement inspiré par lui (1).

Ainsi, il s'associe à l'élaboration des textes demandés par les ecclésiastiques, sans exiger, il est vrai, des sanctions sévères : les peines prononcées, on l'a vu, sont très bénignes.

Mais, très vite, la solution religieuse lui parut trop simple, mal adaptée aux conditions économiques et aux nécessités politiques du pays. Très vite, il douta du système et comprit que, sous couvert d'établir l'ordre et de défendre la morale, il risquait, à l'insu de ses promoteurs, de compromettre le développement de la Colonie. La preuve en est que le 10 novembre 1668, sous son énergique impulsion, le Conseil Souverain *proclamait libre en Canada, la vente des boissons enivrantes*.

Cet arrêt est si nettement, si brutalement en contradiction avec les décisions antérieures qu'il convient de l'étudier avec quelques détails:

---

(1) L'arrêt du 5 janvier 1667 ne figure pas au Registre des J. et D., mais tous les textes ultérieurs le signalent et nous le trouvons aux A. C. C., F13, 3, f° 334.



## CHAPITRE V

L'exposé des motifs reconnaît l'impuissance des arrêts antérieurs (1). Il en déduit qu'ils reposaient sur un principe que l'expérience a révélé non conforme aux intérêts de la Colonie.

Si donc le système a échoué, il faut essayer le système inverse, celui de la liberté pure et simple.

Le Conseil espère que la liberté donnée aux sauvages d'user de l'alcool à « l'instar des Français » les « introduira dans la Société et commerce des plus honnêtes gens », alors qu'ils se trouvaient, jusque-là « exposés à vivre dans les bois où les libertins gens sans aveu et fainéants... les y allaient trouver pour les corrompre et enlever la meilleure partie de leurs chasses ».

Les Peaux-Rouges, maîtres de leurs pelleteries, désintéresseront leurs créanciers et, d'une façon générale, feront avec la communauté des habitants des échanges fructueux. Enfin le Conseil justifie sa décision inattendue par les instructions formelles du Roi qui « veut et entend que les sauvages vivent avec ses sujets dans un esprit de douceur et d'union pour fomenter l'alliance promise entre eux et la cimenter de mieux en mieux par leurs continuels commerce et fréquentation ».

Précédé de ce préambule, l'arrêt du 10 novembre 1668 permet à tous les Français habitants de la Nouvelle-

---

(1) J. et D., 10 novembre 1668.

France de « vendre et débiter toutes sortes de boissons aux sauvages qui en voudront acheter... ».

La vente de l'alcool désormais est libre.

Ce qui reste interdit c'est l'abus de l'alcool : l'ivrognerie. Tout sauvage coupable d'ivresse sera attaché pendant deux heures au carcan et paiera une amende de deux castors gras. Il tiendra prison « jusqu'au paiement de l'amende ». Mêmes peines aux Français qui s'enivreront.

En réalité, l'arrêt du 10 novembre 1668 a des raisons plus complexes et qui ne pouvaient figurer dans son préambule.

Les prohibitions rigides de l'Eglise canadienne gênent et contrecarrent les projets de TALON. « Il était de ceux, disent avec raison GOSSELIN et ROCHEMONTEIX, qui fondaient sur la traite de l'eau-de-vie une partie de la prospérité de la Nouvelle-France ».

On connaît sa lutte contre les Compagnies de commerce, sa rigoureuse intervention pour la liberté des échanges.

On sait ses efforts pour développer le commerce et l'industrie, en un mot pour faire du Canada la grande nation qu'il est devenu. Il prescrit des recherches pour trouver des mines de cuivre ; il envoie des expéditions : en 1670, CAVELIER de la SALLE, au Pays des Illinois ; en 1671, SAINT-SIMON et COUTURE vers la baie d'Hudson ; en 1671, SAINT-LUSSON et ACADIE, etc.

Or comment commercer, comment entrer en relations amicales avec les Indiens, pénétrer dans les tribus éloignées, si on leur refuse la marchandise d'échange qu'ils recherchent frénétiquement : l'alcool ?

Mais encore, comment maintenir les nations indiennes dans notre alliance ou notre obédience si on les laisse entrer en relations avec les Anglais ou les Hollandais qui ne se font pas faute de leur donner des boissons enivrantes à volonté? COLBERT l'a bien compris, qui dès 1665, écrivait à TRACY au sujet du mandement d'excommunication de M. de LAVAL : « Cela (le mandement) a sans doute un bon principe, mais qui est fort ruineux au commerce, parce que les sauvages, aimant passionnément ces boissons, au lieu de venir faire leur trafic de pelleteries avec nous, le vont faire avec les Hollandais qui leur fournissent des eaux-de-vie » (1).

M. LORIN note qu'aux environs de 1668-1670 les Jésuites ont déjà établi leurs missions sur les points géographiques les plus importants : près des cinq nations iroquoises, chez les Hurons de Québec et dans la Prairie, au sud de Montréal. Dans le Haut Pays, ils occupent le Sault-Sainte-Marie et l'Ile de Michillimackinac (2).

« Un Gouverneur, ajoute M. LORIN, pour peu qu'il fût soucieux d'exercer les droits de sa charge, ne pouvait manquer d'être frappé de cette puissance, puissance moins par ce que les Jésuites avaient fait déjà comme colons ou comme prédicateurs que par la faculté qu'ils avaient acquise de surveiller toutes les voies de développement de la Nouvelle-France et de s'imposer partout comme intermédiaires entre les autorités civiles et les populations indigènes ».

Or, TALON, prévenu par COLBERT qui dès 1665 lui re-

---

(1) COLBERT à TRACY, cité par FERLAND, *La France dans l'Amérique du Nord*, p. 28.

(2) LORIN, *Le Comte de Frontenac*.

commandait de limiter le nombre des Religieux à celui « nécessaire pour le besoin des âmes et l'administration des sacrements » n'a pas tardé à modifier la bonne opinion qu'il avait des Jésuites à son arrivée. Dès 1667 il écrit à COLBERT : « La pratique dans laquelle ils sont (les Jésuites) qui n'est pas conforme à celle de l'ancienne France a pour but de partager l'autorité temporelle ». Plus loin, il les accuse de « gêner et contraindre les consciences » et par là, de « dégoûter les colons les plus attachés au pays ».

Toutefois les récentes disgrâces de d'AVAUGOUR et de MÉZY ont démontré qu'il était maladroit et dangereux de heurter de front les Ecclesiastiques. TALON va donc louver, dissimuler sa réelle méfiance sous une apparente docilité.

Les dispositifs de l'arrêt de 1668 sont un exemple typique de son habileté à imposer ses idées.

Enfin, TALON n'a jamais pris au tragique les ravages de l'alcool.

Il ne les nie pas. Il les réduit à leur proportion exacte. Dix ans plus tard COLBERT, après avoir pris l'avis de TALON, écrira à FRONTENAC : « ...J'ai trouvé que ces faits (les désordres) étaient extrêmement exagérés et que l'on tire des conséquences générales de ce qui est arrivé à quelque sauvage » (1).

A peine l'arrêt du 10 novembre 1668 était-il rendu qu'il déchaîna l'opposition religieuse. M. de LAVAL, présent à la séance du 10 novembre, refusa de signer le procès-verbal et le 21 avril 1669, fit un cas réservé du péché d'enivrer les sauvages et de leur donner de l'eau-

---

(1) COLBERT à FRONTENAC, 10 mai 1677. *Lettres de Colbert*, t. III, 2<sup>e</sup> partie, p. 616.

de-vie. Peu après, il interdit un sieur ROLAND et refusa l'absolution à M. de la VALTERIE et à un nommé LA-PAILLÉ (1). En sorte que la vente de l'alcool, permise par les Pouvoirs civils, fut interdite par les autorités religieuses, dualité regrettable qui exprime l'incompatibilité de leurs points de vue. Pour les uns, la Nouvelle-France doit rester une mission : elle doit pour les autres devenir un empire.

Dès le 26 juin 1669, BOUTEROUÉ qui a succédé à TALON, saisi d'une plainte des habitants de Montréal, des Trois-Rivières, du Cap et de Champlain qui protestent contre les agissements de certains traiteurs, désireux aussi d'apaiser l'opinion religieuse, obtient du Conseil un arrêt qui, « interprétant » l'arrêt TALON interdit à quiconque « d'aller dans les bois au-devant des sauvages... et de leur porter des marchandises pour traiter avec eux » sous peine de confiscation et d'une amende de 50 livres; d'une punition corporelle en récidive (2).

L'arrêt TALON, portant liberté totale de la vente de l'alcool, n'aura été, dans l'histoire de la répression, qu'une exception sans lendemain.

---

(1) GOSSELIN, *op. cit.*

(2) J. et D., 26 juin 1669.



## CHAPITRE VI

En 1670, la question de la vente des boissons enivrantes est donc résolue en droit d'une façon très simple : libre dans les centres, la traite est interdite dans l'intérieur des bois. Mais déjà une question plus grave, et qui, au moins pour les autorités ecclésiastiques, apparaîtrait comme le prolongement de la première, va surgir.

Trop de colons hésitent ou reculent devant l'effort incessant, prolongé, modestement rémunérateur, au moins au début, que nécessitent le défrichement des terres concédées et leur mise en valeur. « Une fois la hache de l'Iroquois enterrée, il était fatal que le Français d'Amérique ne pût résister à son tempérament, qu'il se mît à courir les aventures... La forêt est là toute proche qui... offre les aventures, la vie libre, les profits rapides » (1). Et la traite est devenue si avantageuse ! « Quelque nombre de peaux que l'on apporte au magasin, on a la certitude de les vendre à un prix sur lequel les tarifs défendent de rien rabattre. Pour avoir le castor à bon marché il ne s'agit que de joindre les sauvages dans la profondeur des bois. Là, il sera facile

---

(1) SALONÉ, *Colonisation de la Nouvelle-France*, 5<sup>e</sup> partie, ch. II.

d'abuser de l'insouciance de ces grands enfants, du goût effréné qu'ils ont pris pour l'eau-de-vie » (1).

Ce qui est grave c'est que le castor est devenu rare près des centres. Aux environs de 1670, il a reculé jusqu'aux lacs Supérieur et Michigan où les traiteurs ne parviennent qu'après un voyage périlleux de plus de 500 lieues, qui dure plus d'un an et quelquefois trois... « Ainsi la contagion du vagabondage se propage jusqu'à ceux qui sembleraient devoir lui être le plus réfractaires jusqu'à ces laboureurs qui sont les vrais colons » (2).

Or, conclut SALONE, « la Course commence trop tôt, à une heure où la Colonie, pour la mise en valeur du sol et la multiplication de la population a besoin de tous ses enfants. Elle risque de compromettre l'œuvre de TALON au moment où les plus belles espérances sont permises ».

Et pour démontrer le péril, notre auteur cite ce fait brutal : de 1663 à 1668, en cinq ans, le nombre des habitants est passé de 6.282 à 10.251, à peine s'est-il augmenté de 4.000 âmes. « Au milieu de cette paix, avec cette fécondité des ménages, avec ce progrès continu, dans l'établissement des seigneureries, on s'attendait à mieux ».

Quel est le nombre des coureurs des bois?

Huit cents selon DUCHESNEAU, cinq cents à huit cents selon PATOULET, quatre à cinq cents, dit LA CHESNAYE dans son mémoire de 1676 (3).

Acceptons le chiffre le plus bas, celui de 500 : « Ce

---

(1) *Ibidem.*

(2) *Ibidem.*

(3) LA CHESNAYE, *Mémoire et Documents*, t. I, p. 245.

n'est que le vingtième de la population totale, mais ce n'est, ni plus, ni moins, que le tiers de la population masculine adulte puisque dans un pays où les adolescents se marient par ordre du Roi, il n'y a en 1681 que 1.475 hommes mariés et 65 veufs » (1).

SALONE, sans doute, va trop loin. Il admet, faute d'autre chiffre, que toute la population masculine est mariée (sauf les 65 veufs dont font état les « Censuses of Canada »), ce qui, en dépit des ordres du Roi, est impossible. Et la preuve que les célibataires ne sont pas rares, c'est que le 22 avril 1675, lors de la discussion d'un arrêt important dont nous parlerons ci-dessous, le Procureur Général propose au Conseil Souverain d'obliger les Juges et Seigneurs des districts à envoyer chaque année, à l'Assemblée, « un rôle des journaliers non habitués, ni mariés, qui seront dans leur ressort » (2).

Le chiffre de 1.475 adopté par SALONE doit donc être augmenté de tous les célibataires, moins rares certainement qu'il ne l'imagine; en sorte que le chiffre de 500 coureurs des bois représente vraisemblablement moins du tiers de la population masculine adulte.

Il n'en constitue pas moins une « déperdition de forces » d'autant plus dangereuse que les coureurs des bois comptent parmi les plus jeunes et les plus vigoureux des colons. Ils sont, dit LA CHESNAYE, « les meilleurs hommes du Canada ».

Sans doute aussi ne sont-ils pas les plus sages. Les écrits de missionnaires sont à leur sujet remplis de doléances. Un mémoire, probablement de 1705, les ré-

---

(1) SALONE, *op. cit.*, *ibidem*.

(2) J. et D., 29 avril 1675.

sume très exactement : « ...La vie des coureurs des bois est une perpétuelle oisiveté qui les conduit à toutes sortes de débauches. Ils dorment, ils fument, ils boivent de l'eau-de-vie quoi qu'elle coûte, et souvent ils débauchent les femmes et les filles des sauvages... Le jeu, l'ivrognerie et les femmes consomment souvent le capital et les profits de leurs voyages. Ils vivent d'une entière dépendance, ils n'ont à rendre compte de leurs actions à personne : ils n'ont à reconnaître ni supérieur, ni juge, ni lois, ni police, ni subordination » (1).

Sans doute la plupart des coureurs des bois sont-ils des insoumis, des « fainéants et gens sans aveu », des soldats, des engagés que rebute le défrichement de leurs concessions et qui gênent le développement de la Colonie, compromettent par leurs excès notre influence auprès des sauvages, concurrencent le monopole des Compagnies de Commerce et deviennent tôt ou tard des déserteurs. Mais quelques-uns d'entre eux n'ont-ils pas joué un rôle de premier ordre dans l'histoire de la colonisation? « JOLIET, LA SALLE, VARENNES DE LA VARENDIE, du moins à leurs débuts, sont-ils autre chose que des coureurs des bois? Cette avant-garde d'enfants perdus a aussi contribué à nous gagner l'affection et la confiance de ces tribus de l'Ouest, qui, jusqu'au dernier moment, combattent à nos côtés. Enfin ces déserteurs, ces rebelles n'ont jamais manqué à l'appel de la patrie en danger. La Nouvelle-France n'a pas de défenseurs plus vaillants que ces aventuriers, aguerris à tous les périls, à toutes les fatigues, à toutes les misères » (2).

Surtout, les coureurs des bois sont, dans l'histoire de

---

(1) Cité par TEILHAN, dans *Mémoires de Perrot*.

(2) SALONE, *op. cit.*, 5<sup>e</sup> partie, ch. II.

la fondation de la Colonie, des facteurs de premier ordre. Le phénomène d'agglomération de deux races, de la race conquise et de la race conquérante, se présente, dans tous les pays et dans tous les temps, selon un double processus sensiblement analogue. « Ou bien le tout premier contact n'est pas direct, il se fait souvent par des agents de liaison, des intermédiaires ayant pour rôle de former un lien qui, sans eux, n'eût pu avoir lieu ». Ainsi, en Afrique du Nord et surtout au Maroc, les Juifs servirent de « truchement » dans les premiers contacts entre les Français et l'Arabe ou le Berbère (1).

« Mais fréquemment le contact est direct et c'est l'Européen, isolé au début, qui pénètre en pays indigène et qui se met lui-même en relations avec le premier occupant. Ce premier occupant joue un rôle décisif : c'est lui qu'on nomme le « pionnier ». Tels furent les boucaniers de Saint-Domingue, tels furent « les coureurs des bois » de la Nouvelle-France.

« On voit dans le récit de l'un des plus célèbres d'entre eux, Nicolas PERROT, ajoute M. René MAUNIER, comment ces immigrants, entrant pour la première fois dans la forêt, nouant pour la première fois des relations de société avec les naturels, vivaient à l'indigène, se vêtaient à l'indigène, parlaient même la langue indigène... Ces initiateurs furent découvreurs et initiateurs, mais ils furent aussi ambassadeurs... Ce sont eux qui ont eu la première connaissance approfondie des mœurs des naturels. Et c'est par eux surtout que s'est réalisée une première société » (2).

---

(1) René MAUNIER, *Sociologie coloniale*, tome I, ch. IX

(2) René MAUNIER, *Ibidem*.

Et tout naturellement ces coureurs des bois furent, pour les représentants du Pouvoir local, des collaborateurs d'élite; à proprement parler, irremplaçables.

Ils sont des guides, des interprètes, souvent des ambassadeurs, en effet, et des diplomates.

En 1673, FRONTENAC apprend que les Iroquois ont offert aux Outaouais de leur fournir toutes les marchandises nécessaires, en échange de leurs pelleteries. Pour empêcher la conclusion d'un accord éminemment préjudiciable au commerce canadien, le Gouverneur décide de se rendre sur place. Mais, craignant de froisser la susceptibilité des Indiens s'il arrive sans avoir annoncé sa venue, il envoie comme ambassadeur CAVELIER DE LA SALLE.

En 1673, des difficultés graves ont surgi avec les Hollandais. FRONTENAC dépêche LE MOYNE dont les renseignements lui permettront de « débrouiller toutes choses et savoir les véritables dispositions où sont les Hollandais et les sauvages ».

Mais le plus célèbre des coureurs des bois, c'est Nicolas PERROT. Il a vécu parmi les indigènes de 1655 à 1699. Il connaît leurs langues, leurs mœurs, leurs traditions, leur histoire. Il est lié d'amitié avec beaucoup de leurs chefs. Il jouit d'une autorité qui dépasse celle même des missionnaires (1).

Vers 1665, les Maloumines sont sur le point de « déterrer la hache de guerre » contre les Poutéouatamis. PERROT intervient en médiateur et sauvegarde la paix. Lorsque les Poutéoutamis se décident à entrer dans l'alliance des Français, c'est Nicolas PERROT qui en a négocié les conditions.

---

(1) Nicolas PERROT, *Mémoires*. Edition Teilhan.

En 1669-1670, attaché par de COURCELLES à la mission de SAINT-LUSSON chez les Outaouais, il facilite la prise de possession, sans aucune opposition des sauvages, du pays des Nipissings, des Amikouïets, des Sakis et des Miamis.

DENONVILLE, LA BARRE, FRONTENAC, le chargent de missions qu'il est seul à pouvoir remplir.

Apprend-on que les Anglais s'efforcent de nous aliéner les Outaouais, on envoie NICOLAS PERROT! Redoute-t-on les suites d'une altercation entre les indigènes et les traiteurs, on envoie NICOLAS PERROT!

Le métier d'ailleurs n'est pas sans risque. Il reçoit un jour un coup de tomawak qui le laisse pour mort. Un autre jour, fait prisonnier par les Miamis et menacé du bûcher, il est délivré par les Outagamis.

Les Indiens de la Baïe l'appellent affectueusement leur « petit blé d'Inde ». Lors de l'Assemblée générale des Nations sauvages qui se tint à Montréal, sous CALLIÈRES, les indigènes réclament leur ami PERROT et se plaignent de « n'avoir plus d'esprit depuis qu'il les a quittés ».

Ainsi la question de la course n'est-elle pas si simple. Et tandis que les Gouverneurs et Intendants — FRONTENAC et TALON en tête — n'hésitent pas à poursuivre avec rigueur les coureurs des bois de la première espèce, ils n'accepteront jamais, en dépit de l'opposition religieuse, de se priver des services des plus intelligents d'entre eux, comme guides, comme interprètes, comme espions et comme diplomates. Les chapitres ultérieurs en justifieront.

Pour les ecclésiastiques, les coureurs des bois sont des brebis perdues qui compromettent l'œuvre des mis-

sions. Mais surtout ils sont des pourvoyeurs d'alcool. Et de même que les Religieux n'acceptent dans la matière des boissons enivrantes aucune demi-mesure, de même dans la matière de la course, ils exigeront la plus impitoyable répression. De là naîtra, en partie du moins, la querelle des congés.

Quelle fut l'origine de la Course?

LA CHESNAYE, dans son mémoire de 1676, rapporte que, dès les débuts de la colonisation, des Gouverneurs envoyaient tous les trois ou quatre ans, des domestiques apporter aux missionnaires, éloignés dans les tribus huronnes, les « nécessités dont ils avaient besoin ». Ces domestiques au retour ramenaient ce « bon castor gras des hurons que les chapeliers recherchent si fort ». Ainsi en 1656 de LAUZON aurait envoyé deux particuliers qui seraient revenus avec chacun de 14 à 15.000 livres de castor : de quoi faire envie aux plus désintéressés des colons ! (1).

D'ARGENSON, d'AVAUGOUR et MÉZY, n'ayant pas suivi l'exemple de leurs prédécesseurs, ces errements n'auraient pas eu de suite si TALON, « sous prétexte de découvertes et de trouver des mines en cuivre », ne s'était « rendu maître de ces voyages, obligeant COURCELLES à signer des congés, n'hésitant point, si le Gouverneur s'y opposait, à en expédier lui-même ».

Pour LA CHESNAYE, l'extension vraiment redoutable de la traite ne serait donc pas antérieure à 1668 et les premières sanctions seraient postérieures à 1670.

LA CHESNAYE a probablement vu juste et pour une raison très simple : la victoire de TRACY n'a mis fin à la première guerre iroquoise qu'en 1667. Nul doute que,

---

(1) LA CHESNAYE, *Mémoire de 1676*. Margry, t. I, p. 245.

jusqu'à cette date, la plupart des soldats et des engagés qui deviendront des coureurs des bois, ne soient prudemment restés dans les centres.

Pour M. SALONE, c'est le Conseil Souverain qui aurait jeté le « premier cri d'alarme » par ses arrêts du 29 février 1668 et 26 juin 1669.

Sans doute des habitants de la Nouvelle-France, les colons de Montréal, Trois-Rivières et Champlain, plus avisés en l'occurrence que le Conseil Souverain, ont-ils dans leur requête visée au préambule de l'arrêt du 25 juin 1669, attiré l'attention des Pouvoirs publics sur l'exode dans les bois de certains Français. Mais pourquoi? Parce que, surtout, ces agissements, privant les Indiens de leurs pelleteries, les empêchent de rembourser leurs créanciers. La preuve que le Conseil n'a pas réalisé le danger de la Course, c'est qu'il permet des voyages de durée illimitée à la condition de n'emporter que les quantités légales d'eau-de-vie; un arrêt du 12 septembre 1670 témoigne qu'à cette date les contrats d'association pour « monter en traite aux Outaouais » sont parfaitement licites.

Non. Ce qu'on poursuit jusque-là c'est l'ivrognerie, non la Course.

Une hypothèse reste possible : le Conseil a entrevu le péril mais a voulu l'ignorer. S'il faut en croire DUCHESNEAU et FRONTENAC, la plus grande partie des Officiers du Conseil Souverain et les principales familles sont intéressés dans le trafic des coureurs des bois.

Le texte sans doute, est de 1680. Mais justement, si malgré les instructions particulièrement sévères, certains membres du Conseil trafiquaient en 1680, à plus forte raison devaient-ils traiter dix ans plus tôt.

Pour nous, si à partir de 1670, la Course attire l'attention du Conseil Souverain, c'est parce que le Roi lui-même a manifesté sa volonté. Pour la Cour, l'ère des découvertes est close; celle de la mise en valeur des terres est venue. La Nouvelle-France doit désormais suffire à ses propres besoins. Une série de mesures va démontrer l'importance que LOUIS XIV et COLBERT attachent à la « fixation » des habitants sur leurs concessions.

Un arrêt du Conseil d'Etat du 12 avril 1670 accorde aux pères de famille nombreuse une pension annuelle qui va jusqu'à 400 livres pour 12 enfants vivants.

Tout garçon qui se mariera à vingt ans, toute fille qui convolera à 16 ans recevra le « présent du Roi » :

Bien plus, les pères de famille qui n'auront pas marié leur fils à 20 ans, leur fille à 16 ans seront punis de peines pécuniaires.

Stimulé par l'exemple, le Conseil Souverain enjoint aux chefs de famille de déclarer de six mois en six mois, les raisons qui retarderaient le mariage de leurs enfants.

A la même époque le Pouvoir Central envoie de France des orphelines. Une ordonnance de TALON du 20 octobre 1671 oblige les célibataires à les épouser sous peine d'être déchu du privilège de la pêche, chasse et traite des fourrures. Et la hâte de l'Intendant est telle qu'il décide que ces mariages devront avoir lieu « sous les quinze jours après l'arrivée des bateaux » (1).

COLBERT, sur ce point, approuve hautement l'Intendant.

La Cour, par ces mesures, espérait-elle enrayer les

---

(1) Ordonnance du 20 octobre 1639.

progrès de la Course? Son espoir en tous cas fut déçu, car TALON « en quête de quelque autre expédient » demanda au Roi de fixer par une lettre de cachet, ces errants en quelque lieu où ils prissent part aux ouvrages de la communauté » (1).

Mais, malade, d'ailleurs en mauvais termes avec COURCELLES, découragé par les attaques répétées ou les tracasseries du Clergé et de certains des membres les plus influents du Conseil Souverain, TALON repasse définitivement en France en 1672, en même temps que COURCELLES.

FRONTENAC, le nouveau Gouverneur, a contre la Course des instructions formelles de la Cour: « Le sieur FRONTENAC doit, par tous moyens possibles, exciter les habitants à la culture et au défrichement des terres. Il examinera ce qui est praticable pour assujettir les habitants à défricher de proche en proche, soit en obligeant les anciens colons à y travailler un certain temps, soit en faisant des concessions nouvelles aux Français qui viendront s'y établir » (2).

Mais FRONTENAC n'a pas besoin d'être stimulé.

Dès son arrivée, en septembre 1672, il est frappé par le nombre et l'audace des coureurs des bois. « ...Si l'on n'y prend garde, écrit-il, ils deviendront comme les bandits de Naples et les boucaniers de Saint-Domingue ».

Le 27 septembre 1672 il rend sa première ordonnance. Elle frappe directement les coureurs des bois en interdisant, sous peine du fouet et, en récidive, des galères, tout voyage dans l'intérieur sans congé du Gouverneur. Les délinquants déjà partis devront, sous les mê-

---

(1) SALONE, *op. cit.*

(2) CLÉMENT, III<sup>2</sup>, p. 533.

mes peines, être rentrés dans un délai de six semaines s'ils ne sont éloignés que de 60 lieues; de six mois s'ils sont dans les « Pays d'en Haut » (1).

L'ordonnance frappe en même temps les complices : acheteurs, commanditaires, recéleurs, en interdisant sous peine de confiscation et d'une amende de 150 livres, « de vendre, prêter ou fournir aucune marchandise, boissons ou denrée » et d'acheter aucune pelleterie aux coureurs des bois.

L'année suivante, le Roi à son tour intervient. Une ordonnance du 5 juin 1673 punit de mort le fait de « vaquer dans les bois plus de vingt-quatre heures ». Dans sa lettre d'envoi, COLBERT, une fois de plus, insiste sur la nécessité de la répression : « ...Il n'y a rien à quoi Sa Majesté veuille que vous vous appliquiez plus fortement qu'à détruire tous les coureurs et chasseurs français qui se retirent dans les bois avec insubordination... n'y ayant rien qui soit plus contraire à l'union qu'il faut faire de tous les habitants dudit pays et à l'augmentation de la Colonie que ce libertinage dont Sa Majesté veut que vous fassiez punir les auteurs avec une très grande sévérité » (2).

L'ordonnance royale est enregistrée le 4 septembre et le même jour FRONTENAC confirme au Ministre l'identité de leurs points de vue : « ...Il ne faut pas espérer contenir ici ces gens dans la soumission sans exemples très sévères. La plus grande rigueur est nécessaire pour l'extermination de ces coureurs des bois que je prétends faire infailliblement avec le temps ».

De fait, quelques sanctions suivent : le 23 juin

---

(1) A. C. C., F<sup>3</sup>, 4, f° 95.

(2) COLBERT à FRONTENAC, 13 juin 1673. *Clément*, III<sup>2</sup>, 557.

1674 (1), un sieur Jean THOMAS est condamné à être pendu; un nommé Guillaume YVELIN fera amende honorable et sera banni pendant deux ans dans l'Ile de Montréal. Les 24 septembre et 23 octobre, CARRION et BRUCY sont condamnés, l'un à 150, l'autre à 200 livres d'amende. Le 4 juillet, douze coureurs des bois, dont LA NOUE et LA ROUSSELIÈRE, sont arrêtés. PERROT, le plus fameux de tous, Gouverneur Particulier de Montréal et allié de TALON, subit le même sort (2).

Le 15 novembre 1674, une nouvelle ordonnance de FRONTENAC complète son système: le premier devoir des habitants, c'est la mise en valeur de leurs terres. Dès lors auront seuls le droit de « jouir du bénéfice de la traite avec les sauvages » les colons qui auront une « habitation dans laquelle ils tiennent feu et lieu et où ils travaillent ou font travailler annuellement à l'augmentation d'icelle selon leurs forces et moyens ». Chaque année, les seigneurs ou juges des lieux dresseront un état » et feront « bon et fidèle rapport » au Conseil pour « lui donner connaissance de ceux qui voudraient éluder par adresse ou autrement lesdits règlements et ordonnance ». Les habitants négligents risquent l'amende arbitraire et, « si le cas y échet », la déchéance de la propriété de leurs terres (3).

Le Conseil n'a pas tort de redouter « l'adresse » des trafiquants! Ils trouvent moyen de « tourner » les termes de l'ordonnance précédente en quittant leurs habitations pour aller à la chasse. FRONTENAC n'est pas

---

(1) J. et D. à cette date.

(2) J. et D. à ces dates.

(3) J. et D., 22 avril 1675.

dupe. Une ordonnance du 5 novembre 1674, enregistrée le même jour, « punit de mort l'absence dans les bois sous prétexte de chasse » (5).

---

(4) J. et D., 22 avril 1675.

(5) J. et D., 5 novembre 1674.

## CHAPITRE VII

Le système établi, en accord entre le Roi et le Gouverneur peut ainsi, à notre époque, être résumé d'un mot : la course est interdite dans les bois, mais le Gouverneur peut délivrer des congés aux habitants. Les habitants, ce sont les colons qui « tiennent feu et lieu ».

Ce système eut comme premier résultat de réveiller dès son apparition l'opposition du clergé canadien quelque peu sommeillante depuis 1668.

L'ordonnance de 1668 sur la liberté de la vente des boissons enivrantes n'avait eu qu'une portée éphémère puisque, dès le 26 juin 1669, l'arrêt du Conseil Souverain, rendu sur l'initiative de BOUTEROUE, en avait annihilé les effets.

Mais l'ordonnance royale du 5 juin 1673, laissant au Gouverneur le pouvoir d'accorder des congés, permettait à quelques privilégiés de se rendre, sous divers prétextes, jusqu'aux plus lointaines tribus. Et pour peu qu'un Gouverneur usât de ce pouvoir, il ouvrait toute grande la porte aux abus si redoutés de l'Eglise canadienne, car, pour elle, tout détenteur de congés était nécessairement un pourvoyeur d'alcool. En quoi l'Eglise ne se trompait guère. Et si dans les centres l'autorité religieuse pouvait assez facilement contrôler les agisse-

ments de ses ouailles, dans l'intérieur des bois, elle restait désarmée.

Or, FRONTENAC devait largement user de la faculté d'accorder des congés (1).

Comme TALON, il entend se servir des coureurs des bois pour explorer le pays, surveiller les tribus, les agissements des Anglais et des Hollandais, pour surveiller les allées et venues des missionnaires.

Dans cet immense pays où les Français, en minorité, sont entourés par les Nations sauvages : Abenakis entre le bas Saint-Laurent et les Colonies anglaises, Iroquois au sud de l'Ontario et Outaouais ou Algonquins sur les autres lacs, il n'est pas douteux que « l'avenir de la Colonie dépend en partie de la manière dont ils entreront en relations avec les indigènes » (2). Les Indiens tiennent toutes les communications. Tribus errantes, ils n'ont pas de villages fixes. Pour établir ces rapports avec eux, il faut, selon la pensée de CHAMPLAIN, les « rapprocher des Français » (3). Mais comment et par qui?

Par les Missionnaires, puisqu'ils sont déjà sur place et entretiennent des rapports avec les sauvages? Sans doute, mais au prix, peut-être de l'indépendance des pouvoirs civils. Alors? La réponse est toute simple : par des représentants des Gouverneurs, par les coureurs des bois. Ajoutons que, dans les tribus, les Missions ont presque partout échoué. Combien y eut-il de vraies et sincères conversions au catholicisme? Et si l'œuvre accomplie est restée modeste, elle ne justifie pas

---

(1) LORIN, *op. cit.*

(2) LORIN, *op. cit.*

(3) LORIN, *Ibidem.*

la prépondérance que la Compagnie prétend conserver dans la Colonie.

Les vieilles querelles se réveillèrent à l'occasion de l'affaire des passeports. FRONTENAC, qui entendait exercer seul le contrôle de sa politique indigène et la surveillance des voyages à l'intérieur des terres; qui « ne voulait à aucun prix laisser aux ecclésiastiques le monopole des relations avec les sauvages » (1), imposa à tous les colons qui se rendaient dans la profondeur des bois, missionnaires compris, l'obligation du passeport.

Sur ces entrefaites, survint le procès de François PERROT, Gouverneur particulier de Montréal et trafiquant notoire. FRONTENAC croyant « à tort ou à raison que PERROT n'observait ni les ordonnances, ni ses instructions » (2) envoya à Montréal BIZARD, lieutenant de ses gardes, avec mission d'arrêter des complices. A peine BIZARD avait-il appréhendé CARRION qu'il était lui-même emprisonné par ordre du Gouverneur particulier.

FRONTENAC aussitôt fit incarcérer PERROT au Château Saint-Louis jusqu'à son départ pour la France où il devait être jugé par le Roi, et nomma à sa place M. de la NOGÈRE. Or, en vertu de lettres patentes, datant de 1644, c'est aux Sulpiciens de Montréal qu'il appartenait de désigner le Gouverneur particulier.

Un Sulpicien, l'Abbé de FÉNELON, dénonça en pleine chaire le « despotisme de FRONTENAC ». L'affaire qui fit grand bruit et encombre le registre des Jugements et Délibérations du Conseil Souverain ne se termina que devant le Roi. PERROT enfermé « quelques jours » à la Bastille regagna son Gouvernement après avoir fait

---

(1) LORIN, *op. cit.*

(2) GARNAULT, *Histoire du Canada.*

des excuses à FRONTENAC. L'Abbé de FÉNELON, sévèrement blâmé, reçut l'ordre de ne plus revenir au Canada. Par contre FRONTENAC est allé trop loin en astreignant les ecclésiastiques à la formalité du passeport. Désormais les missionnaires devront aller et venir librement dans la Colonie (1).

Mgr de LAVAL, mal satisfait, tenta, dit LORIN, d'enlever au Gouverneur la surveillance de toutes les relations des Canadiens avec les Sauvages. Mais la Cour ne pouvait aller jusque-là et le Prélat dut se borner à demander la suppression des congés.

Une Ordonnance royale du 15 avril 1676 lui donna satisfaction. Elle interdit au Gouverneur de délivrer des congés sous quelque prétexte que ce soit. En même temps, elle renouvelle les défenses d'aller en traite « dans les habitations des sauvages » sous peine de confiscation des marchandises et de 2.000 livres d'amende; en récidive, de telle peine qui sera jugée par l'Intendant (2).

Les peines sont donc nettement moins lourdes que celles portées dans l'Ordonnance de juin 1673 : le Roi a senti que l'excès de sévérité risquait d'entraîner les délinquants dans les Colonies anglaises. Par contre, il en abandonne l'application à l'Intendant, sous ce prétexte qu'il est seul à connaître des affaires relatives à la Compagnie fermière. Ainsi la Cour « n'avait pas compris l'importance économique de la traite puisqu'il en abandonnait la direction à un fonctionnaire de second rang » (3).

---

(1). Sur l'affaire Perrot : GARNULT et ROCHEMONTEIX.

(2) A. C. C., F<sup>3</sup>, 4, f<sup>o</sup> 458.

(3) LORIN, *Le Comte de Frontenac*.

Au moment où l'Ordonnance arrive à Québec, FRONTENAC est en tournée au Fort qui porte son nom. DUCHESNEAU se garde bien d'attendre son retour et se hâte de la faire enregistrer le 5 octobre 1676. Que va faire FRONTENAC ?

A son habitude, il tournera les termes de l'Ordonnance et délivrera des permis de chasse ou des ordres pour aller porter des instructions aux tribus indiennes. S'il se risque à éluder les ordres du Roi, c'est qu'il se sent toujours appuyé par l'autorité de COLBERT, que la nouvelle du cas réservé a indisposé contre les ecclésiastiques. « La police d'un Etat, écrit le Ministre en 1677, résiste en cela aux sentiments d'un Evêque qui, pour empêcher les abus que quelque petit nombre de particuliers peuvent faire d'une chose bonne en soi, veut abolir le commerce d'une denrée qui sert beaucoup à attirer le commerce et les sauvages, même parmi les chrétiens orthodoxes comme sont les Français » (1).

Le Ministre désapprouve hautement le « cas réservé ». Il ne cache pas son sentiment à DUCHESNEAU dans une lettre du 1<sup>er</sup> mai 1677 : « ...Comme il est difficile que vous puissiez empêcher directement que l'Evêque ne fasse un cas réservé de cette matière, il est d'autant plus nécessaire que vous vous teniez uni aux sentiments du Gouverneur pour prévenir par tous les moyens que l'autorité royale vous donne, les suites et les mauvais effets d'une résolution qui, quoi qu'elle soit fondée sur les apparences d'éviter un péché... ne laisse pas de tirer des conséquences qui sont assurément bien contraires à la fin que ledit Evêque se propose... Je suis obligé de vous dire que l'on voit clairement que l'Evê-

---

(1) COLBERT à FRONTENAC, 10 mai 1677. CLÉMENT, III<sup>e</sup>, 620.

que... ne laisse pas d'affecter une domination qui passe de beaucoup au delà des bornes que les Evêques ont dans le monde chrétien et particulièrement dans le Royaume (1).

Le Grand Vicaire DUDOUYT, reçu par COLBERT à Versailles le 27 avril 1677, se vit abordé par ces mots : « Vous êtes des gens intraitables. Vous voulez sans cesse vous mêler de ce qui ne vous regarde pas. Parce que vous vivez loin du soleil vous pensez échapper à son influence, vous ne cherchez qu'à entreprendre sur l'autorité du Roi, sous prétexte qu'il est loin de vous. De quoi vous mêlez-vous? Que ne bornez-vous votre action à prêcher, à exhorter au bien, à administrer les sacrements? » (2).

Mais si COLBERT est devenu très méfiant à l'égard des allégations des religieux, le Roi subit encore l'influence des Jésuites. Son confesseur le père LA CHAISE n'en est-il pas un?

Il a appris que FRONTENAC éludait sous prétexte de permissions diverses les termes de son ordonnance de 1676 et le 12 mai 1678 il envoie une ordonnance qui vise directement FRONTENAC (3). « Le Roi, dit l'exposé des motifs, a constaté que son ordonnance du 15 avril 1676, portant défense d'aller en traite... est éludée par les congés et permissions que l'on donne facilement pour aller à la chasse ». En conséquence il est fait itérative défense au Gouverneur de délivrer à l'avenir aucune permission.

---

(1) CLÉMENT, III<sup>2</sup>, 620-633.

(2) DUPOUYT à Mgr de LAVAL, 1677. *Rapport sur les Archives du Canada*, p. XCVII.

(3) A. C. C., F<sup>3</sup>, 5, f<sup>o</sup> 38.

COLBERT de plus en plus est gagné à la thèse de la liberté. Dans un mémoire en date du 25 mai 1678, il montre qu'une trop rigide prohibition risque d'entraîner les sauvages vers les Hollandais ou les Anglais. Rien n'indique mieux la pensée du Ministre que le contenu d'une lettre du 15 mai 1678 adressée à DUCHESNEAU (1). « Dans la matière des boissons enivrantes, écrit-il, vous vous êtes trop attaché à suivre les sentiments de M. l'Evêque de Québec. Qu'un Intendant sans examiner ces faits (les faits allégués par Monsieur de LAVAL) soit d'un sentiment qui n'a aucun usage dans le monde chrétien, cela ne peut provenir que d'un trop grand abandonnement aux sentiments de l'Evêque ou d'une trop grande contrariété aux sentiments du Gouverneur ». Et comme DUCHESNEAU, pour justifier ses accusations contre FRONTENAC, a envoyé à COLBERT la copie d'une permission donnée à des particuliers d'aller à la chasse vers la baie d'Hudson, le Ministre lui répond : « ...Cette permission ne prouve point tout ce que vous avancez, parce que il est avantageux au service du Roi, d'aller vers cette baie pour en pouvoir contester la propriété aux Anglais qui prétendent s'en mettre en possession, quoiqu'elle soit dans l'étendue des pays qui sont de la couronne » (2). C'est exactement la pensée de FRONTENAC.

COLBERT a-t-il mis quelque doute dans l'esprit du Roi? C'est probable, car LOUIS XIV, brusquement, se décide à provoquer une large enquête auprès des intéressés. Sans doute n'est-il pas sûr de détenir toutes les données du problème qui depuis si longtemps retient l'at-

---

(1) COLBERT à DUCHESNEAU, 15 mai 1678. CLÉMENT, III<sup>3</sup>, 632.

(2) COLBERT à DUCHESNEAU, 15 mai 1678. CLÉMENT, III<sup>2</sup>, p. 632.

tention de son Conseil? Un arrêt du 12 mai 1678 décide que le Gouverneur et l'Intendant, conjointement avec les membres du Conseil Souverain, convoqueront une « Assemblée » des vingt principaux et plus anciens habitants du pays qui donneront individuellement leur avis « sur le commerce des vins et eaux-de-vie avec les sauvages et sur ses conditions » (1).

Le 24 mai, COLBERT envoie à DUCHESNEAU l'arrêt royal et un mémoire qui expose les thèses en présence.

En même temps — preuve nouvelle que le Roi ne se contente plus d'affirmations incontrôlées — le Conseil du Roi ordonne que lui soit envoyé un extrait de toutes les informations qui ont été faites depuis six ans « sur les crimes, meurtres et violements, à l'occasion des dites boissons ». Evidemment LOUIS XIV ne croit plus les Jésuites sur paroles. Le Conseil Souverain réuni le 10 octobre 1678 désignait les vingt notables membres de l'Assemblée consultative (2). Ce sont les plus grands noms du Canada Français : d'AILLEBOUST, DUGUÉ, LEBERT, BERTHELOT, DE REPENTIGNY, BOUCHER, SAUREL, BERTHIER, SAINT-OMER, BERCHÈRES, CREVIER, LA TOUCHE, SAINT-PIERRE, DUPLESSIS, SAINT-ROMAIN, DE BÉCANCOURT, CHARRON, VALLON, DES COULOMBIERS et JOLLIET.

Mais d'AILLEBOUST, BOUCHER et SAINT-PIERRE ne peuvent ou ne veulent accepter leur désignation. Le 26 octobre suivant, le Conseil désigne pour les remplacer : DOMBOURG, LAPRADE et Robert CAVELIER DE LA SALLE.

---

(1) CLÉMENT, III<sup>2</sup>, p. 635.

(2) J. et D., 10 octobre 1678.

## CHAPITRE VIII

Les réunions tenues à Québec, en présence du Gouverneur, de l'Intendant et des Membres du Conseil Souverain commencèrent le 10 octobre 1678 et se poursuivirent les jours suivants. Le procès-verbal des séances donne une idée précise des grands courants d'opinions qui partageaient les colons canadiens (1).

Quinze des assistants se prononcèrent pour la liberté de la traite; cinq pour l'interdiction : DUPLESSIS, LE BERT, DOMBOURG, LEVALLON et JOLLIET. Encore LE BERT et JOLLIET conclurent-ils à une interdiction limitée.

Les arguments des partisans de la liberté, dont beaucoup sont déjà connus, sont les suivants :

C'est un fait que les Indiens ne peuvent se passer d'alcool. Si donc les Français leur en refusent, ils se ravitailleront chez les Iroquois, abondamment pourvus par les Hollandais. Ainsi les indigènes ne s'enivreront pas moins, mais il est vrai avec de l'alcool hollandais. Quant aux Français, ils perdront sans aucun doute et leurs pelleteries et leur main-d'œuvre agricole (BERTHIER-SAUREL).

DUGUÉ présente un argument plus subtil. Nous devons, dit-il, vendre de l'alcool « dans l'intérêt de la foi ». Si nous en privons les Indiens ils se rapprocheront des Hollandais et des Anglais « qui les laisseront

---

(1) J. et D., 10 octobre 1678.

tomber dans l'hérésie ou dans leurs superstitions... au lieu de leur donner connaissance de l'Évangile ».

REPENTIGNY et BÉCANCOURT surenchérissement : il faut donner de l'eau-de-vie aux sauvages pour ne plus les voir « rester dans leur idolâtrie ».

Pour CAVELIER DE LA SALLE la liberté de la traite est une question de vie et de mort, car c'est d'elle que dépend la guerre ou la paix avec les Iroquois. « Si la traite est interdite... la guerre est infaillible dans très peu de temps; l'on doit tout appréhender si on leur refuse ce qu'ils aiment tant, n'ayant d'autre moyen de les attirer pour leur ôter la défiance qu'on leur inspire ».

Quant au cas réservé de l'Evêque de Québec, il est inadmissible. Pour une question de principe, d'abord : « C'est aux laïques seulement à décider ce qui est bon ou mauvais au commerce et non aux ecclésiastiques ». Il n'a servi tout compte fait « qu'à jeter du scrupule dans les consciences et causer peut-être la damnation de quelques habitants (DE REPENTIGNY). Et pour un résultat nul! Les habitants « ...n'ont fait aucune difficulté de passer par-dessus toutes ces considérations quoi qu'il leur reste du scrupule, ce qui les a obligés d'être plusieurs années sans s'approcher des sacrements (DE VERTÈRE).

Pour ROMAIN la liberté est un moyen de « rapprocher les indigènes des Français ». Parmi les peuples les mieux policés on termine beaucoup de marchés et comptes, on entretient l'union en buvant ensemble... ne laissant pas la liberté aux sauvages de vivre comme nous, ils ne se feront jamais chrétiens ». C'est la théorie soutenue par TALON dix ans plus tôt.

Au surplus ne comprend-on pas que c'est justement parce que l'alcool est une marchandise de contrebande qu'elle favorise les agissements des coureurs des bois? Que la vente de l'eau-de-vie devienne libre et les Indiens en achèteront aux habitants des grands centres, non plus aux coureurs des bois dont les voyages deviendront sans objet (CAVELIER DE LA SALLE). CHARRON ajoute : les sauvages convoiteront d'autant plus l'alcool qu'ils en seront privés. C'est assez dire que l'interdiction ne fera que donner plus de prise à « l'avidité des coureurs des bois ».

Enfin on a beaucoup exagéré les désordres causés par l'eau-de-vie. Les Indiens ne sont pas, autant qu'on veut le dire, portés à l'ivrognerie. Ils montrent même « une disposition à la discipline et à l'ordre bien plus raisonnable que celle de plusieurs Français » (C. DE LA SALLE). Les chefs Indiens reçus par le Comte de FRONTENAC ne lui ont-ils pas déclaré qu'ils se retiraient de la Nouvelle-Angleterre ou de la Nouvelle-Hollande parce que ces pays leur fournissaient trop d'eau-de-vie?

Depuis six ans, prétendent BERTHIER et SAUREL, aucun crime ne s'est produit. On a signalé des vols et des meurtres au Sault-Sainte-Marie, chez les Outaouais et les Poutouatamis, mais précisément ces sauvages sont instruits par les Jésuites et ne boivent pas d'eau-de-vie! (DE BÉCANCOURT, DE REPENTIGNY). La vérité est que la plupart des crimes attribués à l'ivresse sont tout simplement dus à « l'humeur barbare des indigènes » (CREVIER, DE LA SALLE).

Quels sont maintenant les arguments des adversaires de la liberté?

Nous les connaissons aussi. La traite ruine la religion,

éloigne les Indiens des sacrements, pousse les indigènes à s'endetter (DUPLESSIS).

Elle « cause de très grands désordres » (LEVALLON). Mais ni DUPLESSIS, ni LEVALLON ne citent un seul fait précis.

JOLLIET et LE BERT reconnaissent que les désordres sont loin d'être tels qu'on les a décrits. Ce qu'il faut interdire c'est la traite dans les bois. Elle doit rester libre dans les centres.

DOMBOURG enfin conclut à l'interdiction pour éviter les excès, mais aussi pour cette raison qui mérite d'être notée que les coureurs des bois finiront par se lasser, qu'ils s'adonneront à la culture des terres, « ce qui sera cause que le pays fleurira ».



Le 7 novembre 1678 le Conseil Souverain chargeait DUPONT et de PEYRAS qui passaient en France, de transmettre au Roi le procès-verbal de l'Assemblée (1).

Mais DUPONT et PEYRAS étant des amis notoires du Gouverneur, Mgr de LAVAL crut prudent de passer en France.

LOUIS XIV, après l'avoir entendu, confia en dernière analyse l'examen de la question à son confesseur, le père LA CHAISE, un jésuite, et à l'Archevêque de Paris. Etrange décision qui marque assez combien le Roi — au moins en certaines matières — se risquait mal, quoi qu'on en ait dit, à prendre ses responsabilités.

Mgr de LAVAL, mis en garde, par le grand visaire DUDOUYT qui craignait l'influence hostile de COLBERT,

---

(1) J. et D., 7 novembre 1678.

avait renoncé, semble-t-il, à demander l'interdiction totale.

Le 24 mai 1679 le Roi signait une ordonnance qui mettait fin — au moins pour un temps — à la controverse. C'est l'opinion de JOLLIET et LE BERT qui l'emportait, la traite de l'alcool était *interdite dans les bois, mais permise dans les centres*. Les sanctions prévues étaient de simples peines d'amende (1).

Le Gouverneur était autorisé à délivrer un certain nombre de permis, nécessaires aux relations avec les indigènes. Combien? Le moins possible répond COLBERT (2). Ces permis étaient valables du 15 janvier au 15 avril seulement, et tout transport d'eau-de-vie formellement interdit.

Pour FRONTENAC, « l'ordonnance de 1679 est une victoire », dit LORIN qui ajoute : « C'était en somme le système des premiers temps de son gouvernement qui était remis en vigueur ».

Sans doute la période de validité des congés — trois mois — est-elle bien courte dans ce pays où les moindres déplacements durent des semaines, mais du moins le contrôle de la traite, confié en 1676 à l'Intendant, revenait au Gouverneur.

Entre le système personnel de FRONTENAC — celui de l'ordonnance de 1672 — et celui de l'ordonnance royale les différences sont bien minimes. Mgr de LAVAL le sentait bien qui rentra à Québec découragé, ayant dû s'engager à Versailles à « réduire » son « cas réservé » aux termes de la décision de 1679 (3).

---

(1) A. C. C., F<sup>3</sup>, 5, f<sup>o</sup> 236.

(2) LORIN, *op. cit.*

(3) ROCHEMONTEIX, *op. cit.*

Ainsi, une fois encore, la redoutable question des boissons enivrantes semble résolue.

COLBERT espérait que pour « faire finir cette grande difficulté » il n'était que de « tenir la main à faire ponctuellement exécuter » l'ordonnance.

COLBERT s'abusait.

L'ordonnance du 18 mai 1679 — comme les précédentes — ne devait être, dans l'histoire de la répression, qu'un épisode, non une fin.

Au moment où le Conseil Souverain en ordonne l'enregistrement, en octobre 1679, la polémique a déjà repris et cette fois contre FRONTENAC, c'est l'Intendant DUCHESNEAU qui mène l'attaque.

## CHAPITRE IX

De 1679 à 1682 le registre des délibérations du Conseil est plein des querelles du Gouverneur et de l'Intendant; du Gouverneur et des membres du Conseil Souverain.

FRONTENAC exile de TILLY, VILLERAY et le Procureur Général d'AUTEUIL. En sans doute les mémoires que DUCHESNEAU envoie contre le Gouverneur trouvent-ils quelque crédit, car le 4 décembre 1679, COLBERT blâme durement FRONTENAC de cet acte d'autorité. Il lui enjoint de modifier son attitude, de « rechercher l'union » et finalement le menace de rappel.

Cependant la Course continue. FRONTENAC et DUCHESNEAU s'accusent réciproquement de la favoriser.

En 1679, DUCHESNEAU fait arrêter LA TAUPINE, l'un des plus fameux coureurs des bois. Or, LA TAUPINE était muni d'un congé du Gouverneur. PERROT, Gouverneur particulier de Montréal fait arrêter, sur l'ordre de FRONTENAC, un certain nombre de coureurs des bois que DUCHESNEAU fait relâcher. LA CHESNAYE, LE MOINE, LEBERT sont poursuivis, mais DUCHESNEAU entrave les poursuites parce que LA CHESNAYE, LE MOINE et LEBERT sont de ses amis. En avril 1681, le Conseil Souverain, tout dévoué à l'Intendant, entend poursuivre quelques-uns des membres des plus illustres familles canadiennes :

D'AILLEBOUST, REPENTIGNY, SAINT-OURS, BERTHIER et autres. FRONTENAC intervient vigoureusement. Le Conseil délègue à Montréal LA MARTINIÈRE et le Procureur Général d'AUTEUIL qui dressent un grand nombre de procès-verbaux. Ces procès-verbaux sont lus au Conseil le 14 juillet et FRONTENAC absent est nettement mis en cause (1).

La querelle en est là lorsque tout à coup arrive l'ordonnance royale du 2 mai 1681 (2). Son but essentiel c'est la création et l'organisation des congés. Une lettre du Roi à FRONTENAC du 30 avril 1681 précise la pensée du Souverain : « ...Quoique je sois bien persuadé que le meilleur et le seul (moyen) qui puisse réussir est que vous preniez une autre conduite et que vous ayez autant d'application pour exécuter ponctuellement mes ordres sur ce sujet que vous en avez eu peu jusqu'à présent, je n'ai pas laissé de prendre la résolution d'accorder une amnistie générale à tous les coureurs des bois... J'envoie pareillement au sieur DUCHESNEAU une ordonnance portant qu'il sera expédié, tous les ans, vingt-cinq permissions pour autant de canots équipés de trois hommes chacun qui pourront aller faire commerce avec les sauvages dans leurs habitations... Je suis persuadé que cette résolution que je prends rappellera tous les coureurs des bois, et contribuera même à accoutumer les sauvages éloignés à faire commerce avec les Français et à porter leurs marchandises dans les habitations françaises... » (3).

Les congés seront accordés par le Gouverneur, mais

---

(1) J. et D., à ces dates.

(2) A. C. C., F<sup>3</sup>, 6, f<sup>o</sup> 7.

(3) Le Roi à FRONTENAC, 30 avril 1681. CLÉMENT, III<sup>2</sup>, 644.

devront être visés par l'Intendant. Quiconque ira sans permission dans la profondeur des bois sera puni du fouet et de la fleur de lys pour la première fois; des galères perpétuelles pour la seconde.

En fait le bénéficiaire d'un congé devait en user très rarement pour lui-même. Il le vendait purement et simplement à des marchands ou il l'affermait. L'octroi d'un congé était, en somme, un moyen pour le Gouverneur d'aider un colon méritant et pauvre, un peu comme de nos jours, selon la remarque de M. LORIN, « on accorde un bureau de tabac à un particulier » (1).

Le vice du système est qu'il favorise les négociants fortunés, puisque le prix des congés est d'autant plus élevé que leur nombre est plus restreint. Bien plus. Rien n'interdit l'achat par un même individu ou un même groupement de plusieurs congés. Ainsi en 1683 LA CHESNAYE et ses associés achètent à leurs bénéficiaires douze permis pour monter aux Outaouais. Et ainsi, tout naturellement, la traite se trouve monopolisée par quelques négociants riches qui, maîtres des pelleteries, en fixèrent les prix à leur guise. DUCHESNEAU lui-même signale le danger au Roi... « presque toute la pelleterie est tombée dans trois ou quatre mains, le reste gémit et le commerce est ruiné » (2).

Pour FRONTENAC, le système des 25 congés était un échec puisqu'il lui enlevait ses éclaireurs, ses espions et ses diplomates (3).

Mais que faire contre l'autorité royale?

---

(1) LORIN, *Comte de Frontenac*, p. 190 et suivantes.

(2) A. C. C., *Cor. Générale*, V, 299, citée par LORIN, p. 191 et suiv. .

(3) LORIN, *Ibidem*.

A son habitude FRONTENAC va louvoyer, imposer ses vues par des moyens détournés. Il s'était réservé le droit de promulguer les édits royaux dans les Pays d'En-Haut. Sous prétexte de faire publier l'ordonnance, il envoie des hommes à lui pour contrôler la conduite des marchands et de missionnaires (1). Il nomme LA SALLE commandant de son fort, position unique d'où l'on observait facilement les courses des Iroquois vers les Outaouais, où l'on était maître de surveiller les rapports de ces derniers avec les Européens de la Côte.

M. LORIN résume très exactement le but de cette politique : « ...Il ébauchait une nouvelle organisation du Canada ; son but était d'assurer le domaine éminent du Roi sur l'étendue de la Nouvelle-France » (2).

Il n'aura pas le temps de poursuivre ce programme.

Lasse des libellés qu'elle reçoit, convaincue qu'aucune instruction ne mettra la paix entre le Gouverneur et l'Intendant, la Cour se décide à les rappeler tous les deux en 1682.

LA BARRE, Gouverneur, et de MEULLES leur succèdent.

\*\*

Si donc les griefs des Jésuites et de DUCHESNEAU contre FRONTENAC étaient justifiés, il semble que les abus aient dû cesser sous l'autorité d'un nouveau Gouverneur.

Or, jamais les traiteurs ne furent plus nombreux.

« Le Gouverneur, l'Intendant, les Magistrats, les Officiers, tout le monde traitait » (3).

---

(1) *Ibidem.*

(2) *Ibidem.*

(3) LORIN, *op. cit.*, p. 257.

Le système des congés continua, mais de plus en plus déformé.

Leur nombre n'est pas respecté, ni la règle du non-renouvellement. LA BARRE proroge à LA CHESNAYE des congés moyennant 4.000 livres (1).

A la même époque, le nombre des décisions contre les traiteurs se multiplient. « Affectation des autorités », dit LORIN, qui ajoute : « Ce qui est étonnant, c'est de voir la Cour rédiger et faire enregistrer à Québec des règlements sur la traite qui restent inobservés » (2).

De nombreux textes vont suivre, qui ne présentent d'autre intérêt que de démontrer une fois de plus l'inanité de chacun d'eux.

Le 5 octobre 1684 une ordonnance de LA BARRE et de MEULLE renouvelle les défenses d'aller en traite sans congé sous peine des galères et de confiscation (3).

Un arrêt du Conseil Souverain du 28 juin 1683 renouvelle l'ordonnance du 24 mai 1679 : beaucoup d'habitants l'ignorent (4). Elle sera, à la diligence du Procureur Général, publiée et affichée à nouveau à Québec, Montréal et Trois-Rivières (5).

Le 10 avril 1684, un édit royal démontre les progrès de la Course. Les Français n'ont pas hésité à se retirer chez les Hollandais et les Anglais à Manhatte, Orange et autres lieux (6). Quels Français? Sans doute des coureurs des bois que harcèlent des textes répressifs; d'autres qu'attire l'espoir de bénéfices plus importants avec des risques moindres. Ce qui est plus grave, c'est que

---

(1) *Ibidem.*

(3) A. C. C., F<sup>3</sup>, 6, f<sup>o</sup> 143.

(4) A. C. C., F<sup>3</sup>, 6, f<sup>o</sup> 201.

(5) J. et D., 28 juin 1683.

(6) A. C. C., F<sup>3</sup>, 6, 82.

cette désertion a lieu, quelquefois, par groupes organisés. Quiconque aura « comme chef » entrepris de désertir sera puni de mort. Les déserteurs isolés ou ceux « qui auront suivi les chefs » seront passibles des galères à perpétuité.

Mais DE MEULLES ne se fait guère d'illusion.

Il accusait dans son mémoire de juin précédent, le Gouverneur d'être complice des coureurs des bois, de trafiquer lui-même sans vergogne ».

En tous cas, l'Intendant réproouve le système des congés.

Le Roi, dit-il en substance, espérait que les marchés de Québec, Montréal et Trois-Rivières attireraient les indigènes. C'était compter sans leur indolence. Les Indiens ont si bien pris l'habitude d'attendre le passage des Français que les Outaouais, par exemple, qui autrefois, descendaient avec 200 canots, en envoient maintenant 40 ou 50 à peine. DE MEULLES préférerait voir 500 Français monter dans les Pays d'En-Haut. Au moins profiteraient-ils de la traite qui ne profite plus qu'à quelques privilégiés. Ces Français « ... étant fatigués » pourraient « ...se bien établir dans le pays et employer leurs bénéfices à bâtir des maisons et se faire des habitations ». Et si l'exode dans les bois occasionne des absences prolongées, il suffirait pour limiter cet inconvénient d'obliger les traiteurs à faire leur soumission au greffe de l'Intendant et à donner pour caution un « bon marchand » du pays qui garantirait que les voyages n'excéderaient pas dix-huit mois.

Enfin — dernier mais essentiel argument — la liberté pure et simple de la traite, économisant le prix d'achat du congé — 1.200 à 1.500 livres — permettrait aux trai-

teurs de vendre moins cher leurs denrées, « ce qui serait cause que les sauvages feraient plus de cas de nous et se pourraient passer des Anglais, qui leur donnent toutes leurs nécessités à meilleur compte que nous, n'étant point dans la nécessité d'acheter aucun congé... » (1).

Nous trouvons dans ce mémoire quelques-uns des arguments qui seront ultérieurement repris par les partisans de la liberté.

En 1685, LA BARRE est remplacé par DENONVILLE.

A cette date la Colonie est dans l'angoisse. LA BARRE par ses indécisions, ses atermoiements et aussi son incapacité militaire, s'était aliéné nos plus sûrs alliés indigènes et avait signé avec les Iroquois un traité de paix humiliant, à l'heure, précisément, où un peu d'initiative et de hardiesse eut, sans doute, permis sur nos sauvages adversaires une victoire définitive.

Dès son arrivée, DENONVILLE comprend qu'il faut, coûte que coûte, au moment où la Nouvelle-France va avoir besoin de ses plus vaillants défenseurs, mettre un frein à l'exode des coureurs des bois. Ce qui importe, d'abord, c'est que les autorités exercent un contrôle continu sur les faits et gestes des titulaires des congés; qu'elles connaissent leurs emplacements exacts et puissent, à chaque moment, leur transmettre leurs ordres.

Un règlement du 29 janvier 1686 y pourvoira (2).

Quiconque aura, sans un congé signé du Gouverneur, équipé un canot, verra confisquée sa marchandise. Pour encourager la délation, la moitié des prises appartient-

---

(1) *Mémoire de de Meulles*, A. C. C., C<sup>11</sup>, A, 121, f° 4.

(2) A. C. C., F<sup>3</sup>, 6, f° 243.

dra au dénonciateur. Chaque canot portera au maximum trois hommes dont l'un sera « le chef responsable et absolu ». Ces hommes devront être choisis « pour leur probité et leur respect de la loi ».

Le détenteur de congé désignera les hommes qu'il aura choisis. Il ne pourra, « à peine d'en répondre », engager quiconque sans avoir l'assurance que son habitation sera « maintenue pendant son absence ».

Enfin, depuis son départ jusqu'à son retour, le canot est assujéti à une série de contrôles stricts. Partant de Québec, le chef de canot fera viser son congé par le Gouverneur qui fixera le jour de départ, lequel sera constaté *de visu* après visite complète du canot.

De Québec ou des Trois-Rivières le canot passera par Ville-Marie, dans l'Ile de Montréal, où il s'arrêtera. Le Gouverneur particulier fixera la durée de l'étape et la liste des prochains arrêts. Les embarcations, pendant leur voyage, marcheront par groupe de quatre et chacune d'elles contiendra huit fusils et quantité de poudre suffisante pour tirer vingt coups pour le moins ».

Au retour le chef de canot se fera délivrer, pour ses hommes et lui, une attestation de bonne vie et mœurs par le Supérieur des Missions des Outaouais ou par le « Commandant des canoteurs », officier désigné par le Gouverneur, et chargé, en plein cœur de la traite, de le représenter. C'est lui qui déterminera, d'accord avec les intéressés, « les cantons de traite ». Aucun équipage ne pourra s'éloigner sans lui faire connaître son emplacement exact afin de pouvoir, sans difficulté et à tout moment, être touché par ses ordres écrits.

Pour 1686, le « commandant des canoteurs » est LA DURANDAYE, qui, en cas d'absence, sera remplacé par le

Commandant du Fort de Michillimakimac ou par le R. P. Jésuite, supérieur des Missions d'En-Haut.

Dernière disposition de quelque importance, il est formellement interdit de passer d'un canot dans un autre, sous peine de punition corporelle.

Ce règlement envisage l'avenir. Pour le passé, pour en terminer avec les coureurs des bois déjà partis et qui risquent de devenir des déserteurs, DENONVILLE organise une véritable « prise d'armes ». Les Gouverneurs particuliers, les commandants des Forts et même les simples habitants reçoivent l'ordre de « courir sus » les déserteurs, de piller leurs pelleteries, de les arrêter si possible, de tirer dessus s'ils se défendent. Chaque incident fera l'objet d'un procès-verbal et « petit mémoire ». Quiconque aura participé à une arrestation sera récompensé « sur sa prise, selon ses peines ».

Sans doute ces dispositions n'amenèrent-elles aucun résultat, car le Roi à son tour intervient. Une ordonnance du 30 mars 1687 interdit aux Canadiens de « s'aller habituer chez les nations voisines ». Une seule peine est prévue : la mort.

A cette date la guerre contre les Iroquois vient de se rallumer. Elle révèle aussitôt l'incapacité du Gouverneur. En août 1689 c'est l'épouvantable massacre de la Chine. DENONVILLE, bloqué dans Montréal, n'ose plus se risquer hors de la ville. Du moins tente-t-il de faire exécuter les ordres du Roi contre les déserteurs. Le 11 septembre 1687 il punit de mort l'exode vers les colonies anglaises (1). Depuis mai 1689, l'Angleterre a déclaré la guerre à la France et les forces britanniques viennent renforcer les bandes iroquoises. Louis XIV comprend que

---

(1) ROY, *A. S. Montréal*, t. II, p. 185.

DENONVILLE n'est pas à la hauteur de sa tâche et décide son rappel. Mais par qui le remplacer? Un homme s'impose : FRONTENAC qui, nommé à nouveau Gouverneur de la Nouvelle-France, débarque à Québec, sous les ovations des colons, le 22 novembre 1689. Il est reçu par une délégation de toutes les autorités canadiennes et des Jésuites notamment qui, dit LA HONTAN, « lui firent une harangue fort pathétique où la langue avait moins de part que la bouche » (1). Pour une fois LA HONTAN n'aura pas menti!

A peine FRONTENAC a-t-il repris possession de son poste que la flotte de PHIPS bloque Québec et tente de débarquer (2).

Blocus et débarquement échouèrent. Moins de huit jours plus tard l'amiral anglais levait le siège. « L'écho de cette retraite se répercuta en France où LOUIS XIV fit frapper une médaille pour célébrer l'événement » (3).

\*  
\*\*

A peine le danger est-il passé que les vieilles querelles reprennent.

Le nouvel Intendant, de CHAMPIGNY, très ami des Jésuites, reprend, contre FRONTENAC, les accusations de DUCHESNEAU. En 1691 et 1692 les mémoires contre le Gouverneur affluent à la Cour. Ils accusent FRONTENAC de donner des congés en surnombre. Des officiers détachés à Michillimakimac traiteraient publiquement avec la complicité du Gouverneur.

---

(1) LA HONTAN, *Nouveaux Voyages*, Lettre 18.

(2) GARNALT, *Histoire du Canada*, Livre V, ch. II.

(3) RÉVEILLAUD, *Histoire du Canada*.

Mais la situation pour FRONTENAC est beaucoup moins grave qu'en 1682.

Mgr de LAVAL, sorti volontairement de charge en 1684 a été remplacé par Mgr de SAINT-VALLIER qui n'a ni son autorité, ni sa forte situation personnelle. Jusqu'en 1683, le Gouverneur et lui restèrent, s'il faut en croire CHAMPIGNY, « étroitement unis » (1). A cette date les deux hommes se seraient brouillés, FRONTENAC n'ayant pas accepté les remontrances faites par le Prélat à l'occasion des bals, fêtes et représentations données dans sa résidence. En 1694 l'incident s'aggrave. FRONTENAC, qui a déjà fait jouer *Nicomède et Mithridate*, décide de faire représenter *Tartuffe* que MOLIERE, le point est désormais certain, a écrit contre les Jésuites.

Mgr de SAINT-VALLIER lance un mandement sur « les discours impis » et fait refuser la Sainte Table à un sieur MAREUIL, lieutenant réformé, qui tenait le rôle de Tartuffe. MAREUIL, poursuivi à la requête du Procureur Général et enfermé au Palais de l'Intendant, ne fut relâché que sur un ordre formel de FRONTENAC (2).

Mais si l'Evêque de Québec est brouillé avec le Gouverneur, il l'est également avec les prêtres du diocèse, les ordres religieux, le Séminaire. Les choses en vinrent à un tel point, « qu'on considéra comme un bonheur... son séjour forcé de treize ans en Angleterre. LOUIS XIV, pour ramener la paix dans le diocèse de Québec, tenta à deux reprises d'obtenir la résignation de M. SAINT-VALLIER, mais en vain » (3).

---

(1 et 2) GOSSELIN, *op. cit.*, t. I, p. 108.

(3) ROY, *La Ville de Québec sous le Régime français*, t. I, p. 453.

Il semble donc que la Cour ait définitivement renoncé à juger la question des boissons enivrantes sous le seul angle religieux. Une lettre très sèche du Ministre à M. de SAINT-VALLIER du 7 avril 1691 enjoint au Prélat de mettre fin aux campagnes entreprises.

« Le Roi, dit SEIGNELAY, se plaint du zèle immodéré de quelques ecclésiastiques. Il est bon ... que par votre prudence vous les réduisiez dans les bornes où ils se doivent contenir pour leur ministère ». Plus loin, « ...il est bon même que vous preniez garde si leur zèle n'est point excité par des passions et des intérêts particuliers ». Enfin le Ministre rappelle nettement au Prélat le point de vue de la Cour : les Canadiens ont besoin du commerce de l'alcool « pour eux » et « pour lutter contre les Anglais et Hollandais ». L'attitude de l'Eglise canadienne est « hors de tout usage ». « Il me semble qu'il n'y a aucun endroit du monde chrétien où on ait fait un cas de conscience du débit de l'eau-de-vie dont l'usage est très salulaire... Ce qu'il faut empêcher c'est l'abus qu'on en peut faire » (1).

Les Jésuites, conscients qu'ils n'obtiendront, par l'intermédiaire du Prélat, aucune des réformes qu'ils désirent, reprennent à leur compte la campagne contre les congés.

Assez maladroitement, ils opposent à la législation française les textes anglais ; en l'espèce, une loi de la Cour de Boston, de 1692, qui interdit aux colons anglais de donner « sous quelque prétexte que ce soit aucune liqueur capable d'enivrer directement ou indirectement

---

(1) Le Ministre à Mgr de SAINT-VALLIER, 7 avril 1691. *M. et Doc.*, t. II, p. 50.

les sauvages », sous peine de 40 shillings d'amende par pinte (1).

Comme si au Canada les textes de cette nature n'existaient pas ! Or le texte anglais était systématiquement violé et la vente de l'eau-de-vie constituait, précisément, l'arme essentielle dont se servaient les Anglais pour tenter de ruiner notre influence. LA MOTHE-CADILLAC, à qui les Jésuites reprochaient d'avoir quelquefois distribué de l'alcool aux Indiens, pouvait répondre, assez cyniquement mais non sans apparence de raison : « Cela vaut mieux que de les exposer à boire tous les jours l'eau-de-vie des Anglais et à sucer l'hérésie » (2).

Par ailleurs, les mémoires des Jésuites, fort nombreux, ne contiennent aucun grief que nous ne connaissions déjà.

Les postes d'En-Haut, disent-ils, sont l'occasion de désordres et de scandale. « Officiers et soldats réduisent ...le service du Roi à quatre occupations principales, la première est de tenir un cabaret public d'eau-de-vie..., la seconde est de porter d'un poste à l'autre des marchandises et eaux-de-vie...; la troisième est de faire du fort un lieu qu'on a honte d'appeler par son nom, où les femmes ont appris que leurs corps pouvaient tenir lieu de marchandise; la quatrième est du jeu.. » (3).

A partir de 1693, les Jésuites, sans doute incertains de trouver à Versailles l'accueil qu'ils espèrent, ralentissent leur campagne et c'est CHAMPIGNY qui mène l'attaque.

---

(1) A. C. C., C<sup>11</sup> A, 12, f° 129.

(2) A. C. C., C<sup>11</sup> A, 14, f° 59.

(3) Le père de CAREIL à CHAMPIGNY, cité par LORIN, *op. cit.*, p. 429.

Les 11 avril 1692 et 28 mars 1693, le Roi a insisté pour qu'on tienne la main à son règlement sur les congés.

Le 11 septembre 1693 CHAMPIGNY rend une ordonnance qui multiplie les tracasseries administratives (1).

Tout détenteur de congé devra — à peine de confiscation — déclarer les qualités et quantités des marchandises emportées. Cette déclaration portera, en outre, la liste nominative des hommes partant en Course.

Les officiers et soldats envoyés dans les Pays d'En-Haut ne pourront rien emporter « que pour la valeur de leur solde. Les voyageurs civils ou militaires devront supporter toute visite que l'Intendant jugera bon. Le transport d'eau-de-vie est formellement interdit.

Enfin l'Intendant rappelle que tous les congés accordés par le Gouverneur doivent être signés de lui.

FRONTENAC furieux ne fait pas attendre sa réplique.

Le lendemain 12 septembre, il précise que s'il a délivré des congés à des soldats, officiers ou habitants, c'est pour « la conservation des Postes » et « afin d'empêcher les Anglais ou les Loups de s'en emparer ». L'ordonnance de CHAMPIGNY, qui risque de retarder des départs urgents ne saurait avoir aucun effet (2).

CHAMPIGNY s'incline pour un temps, mais en 1694 un règlement royal du 8 mai, ayant interdit aux traiteurs d'emporter plus d'eau-de-vie « qu'ils n'en consommaient personnellement », il se hâte de fixer la consommation personnelle des voyageurs à un pot par mois;

---

(1) A. C. C., F<sup>3</sup>, 7, f<sup>o</sup> 113.

(2) A. C. C., F<sup>3</sup>, 7, f<sup>o</sup> 114.

si le voyage doit durer un an au moins, un treizième pot sera toléré (1).

En même temps il multiplie ses rapports au Ministre : l'eau-de-vie procure « à quelques Français des profits exorbitants au grand préjudice des sauvages qui se dépouillent de tout pour en avoir et ordinairement pour s'enivrer ».

A Paris, le Ministre harcelé par les réclamations du Clergé canadien semble peu à peu abandonner FRONTENAC. Selon LORIN, ce serait « pour affermir sa situation ébranlée que le Gouverneur se serait décidé à faire une guerre en règle aux Iroquois ». C'est au moins douteux.

PONTCHARTRAIN venait de se rallier au projet d'une expédition par mer et par terre en vue de s'emparer de la Nouvelle-Angleterre. Un commencement d'exécution suivit : le marquis de NESMOND, placé à la tête d'une escadre de dix vaisseaux s'embarqua à la Rochelle en mai 1697. FRONTENAC devait le rejoindre à Pentacouët avec 1.500 hommes. Par malheur, retardé par des vents contraires, il n'arriva à Terre-Neuve que deux mois plus tard.

La saison était alors si avancée, les vivres si réduits qu'on décida de suspendre l'expédition. En fait la paix

Or la campagne de FRONTENAC contre les Iroquois de Ryswick (1697) coupa court à tout nouveau projet (1696) précède immédiatement son embarquement pour Pentacouët. Il semble probable que FRONTENAC, peu soucieux de laisser la Colonie à la merci de ses turbulents voisins, au moment où il allait la quitter avec quinze

---

(1) CHAMPIGNY au Ministre, 6 novembre 1695, *Cor. Générale*, 17, 305, citée par LORIN.

cents de ses meilleurs défenseurs, ait, tout simplement, voulu réduire pour un temps les Iroquois à l'impuissance. En sorte que le déploiement de force, et la sauvage campagne de 1696 ne serait qu'un prélude nécessaire à l'expédition de 1697.

En tous cas, FRONTENAC, à son retour, trouvait l'ordonnance royale du 21 mai 1696 qui supprimait purement et simplement les 25 congés (1).

Quels sont les motifs invoqués?

Le Roi a appris que le nombre des congés dépassait de beaucoup le chiffre prescrit; que les coureurs des bois se sont « ...abandonnés au libertinage, à la débauché, à toutes sortes de désordres et de crimes ». Nous connaissons ces griefs. Mais le Roi ajoute : les traiteurs acceptent n'importe quelle quantité de castors et l'abondance des fourrures a fait baisser les prix. Sans aucun doute la ferme s'est plainte et PONTCHARTRAIN a cru de bonne foi que la traite nuisible aux bonnes mœurs, l'était aussi au commerce (2).

La déclaration du 21 mai 1696, certainement inspirée par les mémoires des Jésuites, l'est aussi par ceux de la compagnie fermière. Cette fois l'Eglise a été aidée par les commerçants.

Et même il est probable que sans cet appui, les Religieux n'eussent jamais obtenu la suppression des congés.

---

(1) A. C. C., A, 21, f° 31.

(2) LORIN, *op. cit.*, p. 420 et suiv.

## CHAPITRE X

POUR FRONTENAC, l'abolition des congés c'est « la ruine de sa politique indigène ». Elle démontre que la Cour se désintéresse des pays d'En-Haut, « se résout à perdre les grandes voies d'accès du Canada vers le Mississipi ». Si donc FRONTENAC « obéissait trop exactement, son œuvre risquait d'être compromise ; les Iroquois et par eux, les Anglais de New-York supplantaient bien vite les Français auprès des nations des lacs et fermeraient au Canada toutes les voies d'accès vers l'Ouest » (1).

En attendant, il agit comme si l'ordonnance n'existait pas et envoie, fin 1696, d'ARGENTEUIL à Michillimakinac, VINCENNES à Saint-Joseph-des-Miamis et LONGUEUIL au Fort Frontenac.

Le 28 avril 1697 arrive la réponse de Versailles.

Le Roi « ...sur ce qui lui a été représenté que les postes des Forts Frontenac, Michillimakinac et Saint-Joseph-des-Miamis sont indispensablement nécessaires pour faire vivre les sauvages nos alliés en bonne intelligence et les empêcher de prendre aucun parti contraire au bien de la Colonie, consent à ce que ces postes soient conservés ».

Mais, « ...comme Sa Majesté ne veut pas qu'ils ...ser-

---

(1) LORIN, *op. cit.*, p. 457.

vent à faire aucun commerce », elle interdit strictement à ses Officiers, soldats et autres de faire la traite sous peine, pour les Officiers, de la « cassation et dégradation des armes », pour les soldats et autres, des galères (1).

Le même texte interdit aux habitants de donner, vendre, prêter des marchandises aux coureurs des bois et de recevoir des pelleteries des Officiers ou soldats, sous peine de 1.500 livres d'amende.

En mai 1697, FRONTENAC se décide à faire publier l'ordonnance de mai précédent. A cette date la traite est pratiquement terminée. En même temps, il s'efforce de démontrer au Ministre que la suppression de la traite dans les postes entraînera leur propre suppression : « Il serait du plus mauvais effet sur les sauvages qu'on ne laissât dans le Haut Pays aucun Français pour représenter le Roi (2).

CHAMPIGNY propose une solution bien différente : les Français qui doivent occuper les postes d'En-Haut sont tout trouvés : ce sont les missionnaires : « ...La traite est interdite dans les pays éloignés, il est bon que les missionnaires s'emploient à conserver les sauvages alliés dans nos intérêts en leur promettant la protection du pays contre les Iroquois » (3). Pour LORIN, les Jésuites espéraient, à la faveur de la suppression des

---

(1) A. C. C., F<sup>3</sup>, 8, 25.

(2) FRONTENAC au Ministre, 15 octobre 1697, A. C. C., C<sup>11</sup> A, 15, f<sup>o</sup> 95.

(3) CHAMPIGNY au Ministre, 25 octobre 1697, A. C. C., C<sup>11</sup> A, 15, f<sup>o</sup> 81.

congrés, se débarrasser de la surveillance des officiers des postes et reconstituer avec des sauvages et des métis les communautés lointaines que le Gouvernement de FRONTENAC avait si profondément transformées ». Le Ministre approuve l'Intendant et comme FRONTENAC, dès 1696, avait prétendu, en vertu de l'ordonnance du 21 mai, interdire aux missionnaires les pays d'En-Haut, il précise « ...que le Roi n'avait pas entendu par son ordonnance empêcher les pères d'aller aux Eglises des nouveaux chrétiens qu'ils ont instruits » (1).

CHAMPIGNY cependant poursuit sa campagne pour l'abolition des postes. En 1698, il accuse TONTY et LESUEUR de traiter d'accord avec le Gouverneur. « Il ne faut pas, dit-il, laisser un seul Français dans les Pays d'En-Haut, étant indubitable que tant qu'il y en aura, excepté les seuls missionnaires, le commerce y sera continué (2).

Le Ministre approuve l'Intendant : puisque les Postes ne peuvent subsister sans la traite, il n'y a qu'à supprimer les Postes. Et d'ajouter cet argument qui démontre son extraordinaire incompréhension : « ...Cette suppression montrera aux Iroquois que les Français n'ont pas l'intention de leur nuire » (3).

Pressé par les ordres de la Cour, FRONTENAC doit s'incliner. Il ordonne, fin 1697, aux coureurs des bois de rentrer pour septembre 1698. L'ordre est facile à donner, mais comment en assurera-t-on l'exécution ? Comment la Cour peut-elle encore se faire quelque illusion ? En octobre 1698 TONTY, qui descend des Postes, annonce

---

(1) LORIN, *op. cit.*, p. 470.

(2) A. C. C., C<sup>11</sup> A, 16°, f<sup>os</sup> 112 et 132.

(3) Sur tout ceci, LORIN, 460 et suiv., *op. cit.*

que les coureurs des bois refusent de rentrer, qu'ils sont décidés à la résistance ouverte.

FRONTENAC cherche encore à gagner du temps, mais la mort vient le saisir, à 78 ans, le 28 novembre 1698.

CALLIÈRES lui succède. Il saura, dit LORIN, continuer la résistance.

\*\*

Des textes vont se succéder, nombreux, monotones, impuissants.

Dans un ouvrage très récent, un historien canadien cherche à excuser les errements de la législation. Il écrit : « ...La passion pour la Course était telle que les peines les plus sévères ne pouvaient détourner les chasseurs qui préféraient se fixer à demeure chez les Indiens et trafiquer clandestinement avec les Anglais ou, plus simplement, passer définitivement aux Colonies Anglaises (1).

Et c'est aussi cette crainte de l'exode vers les colonies rivales qui donne à la législation son caractère de contradiction et d'intolérance. On édicte des textes rigides que l'on annule par des amnisties. On use d'une sévérité dont les effets font peur et ramènent à la faiblesse. Mais dans quelle mesure les autorités sont-elles sincères? Il semble que la Cour n'ait renouvelé ses défenses que pour « sauver la face », apaiser l'opinion religieuse. Quant aux pouvoirs locaux, ils légifèrent par obéissance aux ordres reçus, trop certains de l'inefficacité de leurs propres décisions, découragés, indifférents souvent; et parfois complices. Comment expliquer autrement l'absence des sanctions effec-

---

(1) Georges LANGLOIS, *Histoire de la population canadienne française*.

tives. Le registre des Jugements et délibérations du Conseil Souverain ne contient, de 1690 à 1715, que de très rares condamnations, d'ailleurs bénignes.

Surtout les conditions économiques, l'évolution irrésistible de la colonie sont plus fortes que les lois. M. LORIN l'a bien compris, qui écrit pour la période qui nous reste à étudier : « ...La Cour avait beau rendre contre les traitants des ordres réitérés; les habitudes acquises, les nécessités mêmes du commerce avec les indigènes condamnaient ces textes à rester lettre morte; le Canada français ne pouvait plus désormais n'être qu'une mission ». Sans doute. Mais encore l'échec de la répression s'explique par des motifs plus précis et trop souvent moins honorables.

Et d'abord, la répression est pratiquement impossible. Dans ces immenses solitudes canadiennes, dont forêts et rivières forment autant de sûrs repaires; où, pendant des mois, la neige paralyse toute poursuite, les efforts du Grand Prévôt et de ses sergents sont à l'avance voués à un échec total. Il faudrait, pour réussir une capture, être averti, surprendre les coureurs des bois au gîte, au moment où ils viennent se ravitailler ou apporter leurs fourrures. Mais les Canadiens, entre eux, ne se dénoncent pas.

Cette difficulté pratique explique, en partie, les errements de la législation, ses alternances de sévérité et de mansuétude.

Si la peine encourue est trop grave, les délinquants ne reviendront plus! LOUIS XIV qui, en juin 1673, punit de mort la course dans les bois, réduit, dès 1696, la peine encourue à une amende. Par là encore, s'expliquent les nombreuses amnisties de la seconde moitié du

xvii<sup>e</sup> siècle. Les Colonies anglaises sont proches, qui accueillent avec empressement les transfuges français.

Mais surtout la cause profonde de l'échec de la répression, c'est la complicité universelle. De tout temps les fonctionnaires royaux furent mal rétribués. En 1665, les appointements du Gouverneur s'élèvent à 8.000 livres, celui des Gouverneurs particuliers de Montréal et des Trois-Rivières à 4.000. Encore ces derniers doivent-ils sur cette somme prélever l'entretien de 10 soldats. Les membres du Conseil Souverain gagnent 300 livres, le secrétaire du Conseil et le Procureur Général 500.

Un Juge Royal touche 200 livres, un procureur du Roi 50. En 1738 les traitements un peu augmentés sont encore insuffisants. Le Gouverneur et l'Intendant reçoivent chacun 12.000 livres; les Gouverneurs particuliers 3.000, mais ils sont déchargés de l'entretien de leurs hommes (1).

Au Conseil Souverain, le Premier Conseiller perçoit 950 livres, le Procureur Général 1.500. Au total, le montant des dépenses pour le personnel administratif s'élève au maximum à 75.000 livres.

Encore les appointements sont-ils payés irrégulièrement.

En 1683, LA BARRE écrit au Ministre : « Je ne vous dirai rien de la pauvreté où je suis, tant parce que je ne reçois pas mes appointements que par l'avance que j'ai été obligé de faire » (2).

DE MEULLES se plaint de ne pouvoir vivre avec son traitement. Il ne lui reste rien pour payer ses commis (3).

(1) SALONE, *op. cit.*, 5<sup>e</sup> partie, ch. III.

(2) LA BARRE au Ministre, 3 novembre 1683, cité par LORIN, p. 257.

(3) A. C. C., C<sup>11</sup>, 7, f<sup>o</sup> 141.

En 1746, HOCQUART, qui s'est endetté pour « soutenir sa position », se « recommande aux bontés du Ministre ». En 1747, complètement ruiné, il sollicite son rappel (1).

Pour compenser l'insuffisance de leurs revenus, les fonctionnaires se laissèrent tenter par les profits de la traite. « Tout le monde commerçait, dit GARNAULT : les Gouverneurs, Intendants, ecclésiastiques, militaires ».

Tous protestent de leur désintéressement et, mutuellement, s'accusent. DUCHESNEAU dénonce FRONTENAC et FRONTENAC, DUCHESNEAU. En juin 1684 (2), de MEULLES écrit au Ministre : « M. de LA BARRE est plus dangereux pour le Canada que les Iroquois mêmes ». Il l'accuse d'avoir transformé le Fort de CAVELIER DE LA SALLE en magasin de traite. A Michillimakinac, DULUTH son complice, « sous prétexte de forts », aurait fait bâtir des maisons pour abriter plus de 100.000 écus de marchandises.

VAUDREUIL, LA JONQUIÈRE, sont à mains endroits accusés d'avoir traité et si l'honnête DENONVILLE semble avoir gardé la réputation d'un homme désintéressé, sa femme; au dire d'un mémoire anonyme de 1688 (3) aurait installé au Palais Saint-Louis « une Chambre, pour ne pas dire une boutique » pleine de marchandises. A côté des fonctionnaires, parmi les traitants, on trouve les colons les plus connus comme HERTEL, LA SALLE, LE-les colons les plus connus comme HERTEL, LA SALLE, LE-GARDEUR; des officiers, tel le valeureux LOUVJGNY, major des Troupes de Québec.

---

(1) ROY, *Québec sous le Régime français*, t. II, p. 114.

(2) A. C. C., F<sup>3</sup>, 2, f<sup>o</sup> 163.

(3) ROY, *op. cit.*, p. 462, t. I.

Pour juger l'étendue du mal à la fin de la domination française, il suffit de lire le scandaleux procès de l'Intendant BÉGOT et de ses complices.

Parmi les 57 accusés figurent les plus hauts fonctionnaires civils et militaires : VAUDREUIL, Gouverneur ; VARIN, sub-délégué de l'Intendant ; BRÉARD, Conseiller de la Marine ; ESTIENNE, membre honoraire du Conseil Souverain ; PÉAN, aide-major des troupes de la Marine ; PAYEN DE NOYAN, lieutenant du Roi aux Trois-Rivières et Commandant du Fort Frontenac ; PERRAULT, major des milices du Canada ; de L'ESPERVANCHE et de LA CHOUVIGNERIE, commandants du Fort Machault ; LE MERCIER, commandant de l'Artillerie ; DUVERGER DE SAINT-BLIN, commandant du Fort de la Rivière aux Bœufs ; DOUVILLE, commandant du Fort Toronto ; LORIMIER, commandant du Fort de la Présentation ; DARTIGNY, commandant du Fort de la Chine ; CADET, manutentionnaire général des vivres et MAURIN, son associé ; PÉNISSAULT, négociant à Québec, etc. Tous sont inculpés d' « abus, vexations et prévarications commises au Canada » (1).

Et pour avoir une idée précise de ces « abus et prévarications », voici l'arrêt de condamnation du 10 décembre 1763.

BIGOT devra rembourser 1.500.000 livres ; VARIN 800.000 ; PÉNISSAULT 600.000 ; BRÉARD 300.000 ; MAURIN 600.000 et CADET 6.000.000 de livres !

Mais CADET trouve une singulière excuse : l'Etat lui devait plus de 10.000.000. Il fit tant, que pour en être quitte, on le réhabilita (2).

---

(1) DUSSIEUX, *Le Canada sous la domination française*, ch. XIII.

(2) DUSSEIX, *Ibidem*,

## CHAPITRE XI

A l'époque où nous sommes parvenus, les textes contre la vente de l'alcool et les coureurs des bois se succèdent, fastidieuse, émanant des autorités locales ou du Pouvoir Central et démontrant, par leur multiplicité même, leur inanité.

De ces textes, voici les principaux :

Le 18 janvier 1700 (1), le Conseil Souverain interdit la vente des boissons enivrantes aux sauvages ailleurs qu'à Québec, Montréal et les Trois-Rivières, sous peine de confiscation des marchandises et de 500 livres d'amende.

Dans les villes, le fait d'enivrer les indigènes est puni de peines arbitraires. Les cabaretiers devront, dans la huitaine de la publication de cet arrêt, obtenir de nouvelles permissions du Juge Royal. En cas de contravention aux règlements, leur débit sera fermé « pour tous jours ».

Le 28 janvier suivant (2), à la demande de CALLIÈRES, le Conseil décide que toute personne qui aura donné ou vendu de l'alcool aux sauvages sera réputée les avoir enivrés et punie comme telle.

Pourquoi édicter cette présomption? C'est que CALLIÈRES n'est pas sûr de la volonté du Roi. Il rappelle au Ministre, le 5 octobre 1708, l'ordonnance du 24 mai

---

(1) A. C. C., F<sup>3</sup>, 8, f° 147.

(2) J. et D., 28 janvier 1700.

1679, portant défense de traiter de l'eau-de-vie « dans la profondeur des bois ». Le Roi a-t-il voulu dire par là qu'il autorisait la vente dans les centres? (1) La réponse de la Cour ne se fait pas attendre : une ordonnance du 6 mai 1702 interdit absolument la vente de l'alcool sous peine de confiscation et de peine corporelle en récidive (2).

Cependant les arrêts des 18 et 28 janvier 1700 n'ont eu aucun résultat, au moins dans la région de Montréal, et le 14 mars 1701, considérant que « toute la vigilance des Magistrats n'a pu empêcher le désordre de la traite ; ...qu'il n'y a qu'un seul moyen pour parvenir à l'exécution de ce règlement (celui du 18 janvier 1700) qui est d'empêcher que qui que ce soit puisse vendre des marchandises au-dessus de la ville de Montréal ni aux Français, ni aux sauvages... » le Conseil interdit, sous peine de confiscation et de 500 livres d'amende à quiconque habite « au-dessus de Montréal et à Chambly » d'avoir chez eux des marchandises de traite (3). Nul ne pourra emporter des marchandises « hors de ladite ville de Montréal » sous même peine.

Mais les fraudeurs trouvent bien vite un moyen de tourner ces règlements, ils « ...donnent de l'eau-de-vie à emporter à des soldats ou à des gueux..., sortes de gens... qui n'ont aucun bien sur lequel on puisse faire payer l'amende... ».

Un arrêt du 16 avril 1703 décide que les contrevenants insolubles seront « châtiés en leur corps » (4). Les ca-

---

(1) A. C. C., C<sup>11</sup> A, 19, f° 8.

(2) A. C. C., F<sup>3</sup>, 8, f° 296.

(3) J. et D., 14 mars 1701.

(4) J. et D., 16 avril 1703.

baretiers de Montréal devront, sous peine de 50 livres d'amende, prendre dans la huitaine de la publication de ce règlement « nouvelles permissions par écrit du lieutenant général de ladite ville » qui ne les accordera que sur avis favorable du Gouverneur.

Le 5 septembre 1708, RAUDOT renouvelle les prescriptions de l'ordonnance royale du 6 mai 1702 (1). Les désordres continuent.

En 1710, il croit avoir trouvé un moyen d'arrêter les progrès constants de l'ivrognerie. Le 23 juin, il frappe de 50 livres d'amende, de 100 livres en récidive, les aubergistes de Montréal et environs qui auront vendu de l'alcool aux sauvages (2). Surtout, il limite le nombre des cabarets. Neuf seulement auront le droit de débiter des boissons aux sauvages. Le nombre prévu est si restreint eu égard à l'importance des territoires desservis que, naturellement, les cabaretiers privilégiés jouissent, dans leur district, d'un monopole de fait qui les rend maîtres des prix.

En vertu de ces textes, une dame LUÇO est condamnée le 13 juin 1703 à 300 livres d'amende, saisie et vendue. Le 1<sup>er</sup> octobre le Conseil informe contre Louis et Gilles BATAILLE, Marie-Louise DEMELIN, épouse de CHAULME. Mais le procès fut très probablement étouffé : aucune condamnation ultérieure en tous cas, ne figure au Registre des Jugements et Délibérations (3).

Le 31 août 1705, Pierre MARRAN, dit LA PRAIRIE, convaincu d'avoir traité de l'eau-de-vie à des sauvages, est condamné par le Juge de Montréal à 500 livres

---

(1) A. C. C., F<sup>3</sup>, 9, f<sup>o</sup> 128.

(2) A. C. C., F<sup>3</sup>, 9, 172.

(3) J. et D., aux dates indiquées.

d'amende. Mais LA PRAIRIE fait appel et le Conseil Souverain, excipant des « nullités et irrégularités » de la procédure, lui fait grâce de l'amende, le condamne à « ...payer seulement les salaires du greffier » et ordonne d'avoir à faire, dans la suite des procédures criminelles régulièrement » (1).

Ainsi, en tout et pour tout, pour la période qui nous intéresse, une seule condamnation, celle de la femme LUÇO.

Cette carence de l'autorité est telle que les habitants ont fini par croire que « les défenses ne subsistaient plus », et le 6 juillet 1709 une décision royale — enregistrée le 25 novembre — doit ordonner une nouvelle publication dans toute l'étendue de la Colonie des « déclarations, ordonnances, règlements, faits au sujet du commerce de l'eau-de-vie » (2).

C'est l'aveu de l'échec quasi total de la répression.

\*\*

Quant à la question, plus précisément, des coureurs des bois, c'est le même insuccès : leur nombre ne cesse de s'accroître.

Le 5 octobre 1701, CALLIÈRES et CHAMPIGNY signalent au Ministre que TONTY et LESUEUR sont toujours en traite aux Illinois. JUCHEREAU, qui a obtenu la permission d'emmener 8 canots et 24 hommes pour établir une tannerie à l'embouchure de l'Ouabache, en profite pour faire un gros trafic de pelleteries. Là plupart des « canoteurs » qui conduisent les Jésuites à leurs missions

---

(1) J. et D., aux dates indiquées.

(2) J. et D., 25 novembre 1709.

ne reviennent plus et CALLIÈRES ne doute pas que « ...la bonne réception que les sauvages leur feront... et celle qu'on leur fera au Mississipi n'engagent beaucoup de « libertins » à les imiter (1).

Mais alors, quels remèdes?

CALLIÈRES en propose trois.

Il faut : 1° limiter les frontières du Canada ;

2° empêcher les coureurs de se rendre au Mississipi en obligeant les commandants de cette région à les renvoyer avec une promesse de pardon.

Enfin — et par là CALLIÈRES rejoint la pensée de FRONTENAC — il faut établir des postes fixes sur toutes les rivières en remontant le Mississipi depuis Ouabache « ...pour (conserver) au Canada son commerce de pelleteries en empêchant que ces coureurs des bois ne l'enlèvent ».

Ces postes présenteraient un double avantage : « Ils satisferaient beaucoup nos sauvages alliés, ayant demandé justement au sieur de CALLIÈRES, lorsqu'ils étaient à Montréal pour la paix, qu'on leur donnât des Français avec eux » ; d'autre part, « le bon ordre qu'ils mettraient tiendrait entièrement ces sauvages soumis et empêcherait leur ivrognerie et le libertinage des Français ».

A la vérité, pour CALLIÈRES, les postes sont indispensables. Or la décision royale de mai 1696 risque d'entraîner leur disparition. Le désir intime du Gouverneur c'est le rétablissement des congés. Mais pour le demander il est encore trop tôt : le Roi ne reviendra pas sur une décision aussi récente. Au moins CALLIÈRES laisse-

---

(1) A. C. C., C<sup>11</sup> A, 19, f° 8.

t-il nettement percer son sentiment : « ...On a supprimé les congés dans la crainte qu'on a eue qu'il ne se traite trop de castors dans les bois. Cependant ce pays a le déplaisir de voir qu'il y a plus de commerçants dans les pays éloignés que jamais sans qu'il lui en revienne aucun profit ». Voilà dire beaucoup en peu de mots.

Le 31 octobre 1701, le Gouverneur insiste à nouveau. Plusieurs canots viennent encore de partir... « de quoi ou ne viendra jamais à bout si Sa Majesté ne nous accorde pas les postes que nous lui demandons... tant pour barrer le chemin à ceux qui pourraient venir du côté du Mississipi, que pour empêcher ceux qui partiraient de cette colonie pour enlever son commerce ».

L'argument est adroit; le Roi reproche aux postes de favoriser la traite. Au contraire, riposte le Gouverneur. A condition de les bien organiser, ils peuvent et doivent servir à la contrôler et l'anéantir.

\*\*

Les autorités locales se sont-elles au moins attachées à punir les délinquants? Depuis l'ordonnance de 1696, quelles sanctions ont été prises?

Le 7 septembre 1700 passent devant le Conseil Souverain LOUVIGNY, qui s'est illustré contre les Renards, ancien commandant du Fort Frontenac, un lieutenant LAPEROTTIÈRE, un sous-enseigne Joseph GODEFROY et deux comparses, accusés d'avoir traité avec les Indiens.

Le 27 octobre, LOUVIGNY et LA PERROTIÈRE sont envoyés en France pour être jugés par le Roi. GODEFROY

et un sieur CULLERIER « auront provision de leurs personnes, attendu leur peu d'expérience ». Le nommé TROTIER paiera 300 livres d'amende (1).

Le 1<sup>er</sup> décembre 1704, le nommé Jean-Baptiste GIGUÈRE, accusé d'avoir été en traite dans le pays des Outaouais, est acquitté (2).

Le 17 octobre 1707, un sieur SAUMANDE est condamné à 1.500 livres d'amende pour avoir reçu des pelleteries de Simon RÉAUME, coureur des bois (3).

Le 21 octobre 1715, Pierre SARRAZIN et LAMOUREUX sont condamnés à 500 livres d'amende. Leur canot et le baril de poudre qu'il contenait sont confisqués au profit, pour une moitié de l'Hôtel-Dieu de Montréal, pour l'autre du dénonciateur (4).

Ainsi de 1696 à 1715, en dix-neuf ans, quatre procès qui, sauf pour LOUVIGNY et LAPERROTIÈRE, n'entraînent que des peines pécuniaires d'autant plus inopérantes que les condamnés sont assez riches pour les payer facilement; et un acquittement.

La disproportion entre le nombre des textes et celui des sanctions est telle qu'une conclusion, toujours la même, s'impose : l'activité législative des pouvoirs locaux est inspirée par le souci d'obéir aux ordres de la Cour bien plus que par celui de mettre fin aux agissements des coureurs des bois.

Ceux-ci le comprennent si bien qu'en dépit de l'ordonnance de 1696, ils ne se hâtent pas de rentrer.

FRONTENAC leur avait accordé jusqu'au 20 août 1698.

---

(1) J. et D., 7 septembre et 27 octobre 1700.

(2) J. et D., 1<sup>er</sup> décembre 1704.

(3) J. et D., 27 octobre 1707.

(4) J. et D., 21 octobre 1715.

Mais DU LUTH, en leur nom, se plaignit à CALLIÈRES de la brièveté de ce délai. CALLIÈRES intercède et le Roi, par une dépêche du 27 mai 1699, autorise le Gouverneur à fixer tel délai qui semblerait utile. CALLIÈRES accorde jusqu'au 20 juillet 1700 : tout coureur non rentré à cette date sera passible des galères ; menace maladroite qui entraînera les délinquants dans les Colonies anglaises. CALLIÈRES la comprend et élargit le délai jusqu'au 20 juillet 1701 (1).

Mais l'année 1702 s'écoule et une partie de l'année 1703, les coureurs des bois ne sont pas rentrés.

Hélas, la découverte de la Louisiane a offert un champ nouveau à leurs appétits ! CALLIÈRES et BEAUHARNAIS voient le danger, écrivent au Ministre : « ...Il nous paraît qu'il est plus à propos que la France fasse cet établissement (celui de la Louisiane) par elle-même que par le moyen de cette Colonie qu'on ne peut démembler tant soit peu, sans lui porter un notable préjudice » (2).

CALLIÈRES déplore d'autant plus l'exode vers la Louisiane qu'il n'a pas confiance dans le désintéressement de ses pionniers. Il accuse d'IBERVILLE de rechercher surtout des fourrures (3).

En 1717, VAUDREUIL écrira : « La Louisiane n'est presque établie que par les Canadiens » (4).

Or le Roi n'ose prendre parti, hésite et finalement adopte la pire solution, celle qui, à coup sûr, privera le Canada de soldats d'élite au moment des batailles décisives. Une déclaration royale de juin 1703 accorde une

---

(1) A. C. C., F<sup>3</sup>, 8, f° 164.

(2) CALLIÈRES au Ministre, 5 octobre 1701, A. C. C., C<sup>11</sup> A, 19, f° 3

(3) *Ibidem*.

(4) VAUDREUIL au Conseil de Marine, A. C. C., C<sup>11</sup> A, 37, f° 23.

amnistie et un nouveau délai de deux ans aux coureurs des bois qui sont en traite dans la profondeur des bois, pour revenir « en la colonie du Canada *ou en celle du Mississipi* ». Les délinquants ont donc le choix entre les deux colonies. Toute désobéissance sera punie des galères à perpétuité (1).

Mais ni ce droit d'option, ni la menace des galères n'ont décidé les traiteurs à revenir. Le 10 mai 1710 le Roi accorde une nouvelle amnistie générale à charge par les contrevenants d'être rentrés à Québec dans les six mois. Disposition nouvelle et exorbitante : l'amnistie s'applique même à ceux « qui auraient pris parti avec les autres nations ennemies » (2). La peur de la désertion obsède visiblement le Pouvoir central.

Parallèlement, un arrêt du Conseil du Roi du 6 juillet 1711 tente de réprimer la course en déclarant déchu de la propriété de ses terres quiconque sera resté une année « sans tenir feu et lieu » (3). L'arrêt ne frappe qu'une minorité, ceux des coureurs des bois qui ont une exploitation.

\*  
\*\*

Depuis l'ordonnance de 1696, portant suppression des congés, l'opposition religieuse s'était, pour deux raisons, apaisée. Mgr de SAINT-VALLIER de qui la Relation de 1694 dit qu'il « ...n'a jamais osé ouvrir la bouche pour bannir l'ivrognerie de son diocèse », se prêtait mal aux violences de la polémique.

---

(1) A. C. C., Mémoires 1697-1703, f° 335.

(2) A. C. C., F<sup>3</sup>, 9, f° 165.

(3) A. C. C., F<sup>3</sup>, 9, f° 194.

D'autre part CALLIÈRES, intègre et désintéressé, resta jusqu'à sa mort, en mai 1703, en bons termes avec les ecclésiastiques.

Or, son successeur, le Marquis de VAUDREUIL, est accusé dès les premiers mois de son gouvernement d'avoir trafiqué. Il aurait, dit un mémoire de 1712, délivré à de VINCENNES un congé pour aller en traite avec trois canots chargés d'eau-de-vie, sous prétexte d'aller négocier avec les sauvages. « Pour lors, Gouverneurs et Intendants, se prévalant des défenses contre ceux qu'il leur plut, ne laissèrent plus faire les commerces défendus qu'à ceux qui les faisaient pour eux et de leur part ». Les excès seraient devenus tels que le Supérieur des Missions d'En-Haut, le père de CAREIL, aurait préféré brûler leur chapelle et se retirer à Québec (1). Il faut croire que l'incendie de la Chapelle avait des causes plus complexes et sans doute moins glorieuses, car l'auteur du mémoire doit avouer quelques lignes plus bas que les Jésuites et le Supérieur « se laissèrent persuader *ad redimendam vexationem*, d'en adopter le blâme et de rebâtir la chapelle à leurs dépens ». Le trafic aurait si bien continué qu'en trois ans, à Chambly seulement, il serait passé pour plus de 400.000 livres de castors.

La vérité est que VAUDREUIL s'était tout de suite montré partisan du rétablissement des congés. Il n'en avait pas fallu davantage pour « réveiller le zèle des P. P. Jésuites » (2).

Le 12 octobre 1712, le Gouverneur présentait à PONT-

---

(1) A. C. C., C<sup>11</sup> A, 33, f° 265. *Mémoire sur l'état présent du Canada.*

(2) *Ibidem.*

CHARTRAIN un mémoire justificatif (1). Il ne s'agit pas de savoir, dit-il en substance, si les congés présentent des inconvénients, ce qui n'est pas douteux, mais s'ils ne constituent pas une impérieuse nécessité. Or pour enrayer l'exode des Canadiens vers les colonies anglaises il n'y a qu'un seul moyen : rétablir les congés. L'expérience n'a-t-elle pas prouvé que la sévérité ou l'indulgence n'a pu ramener les coureurs des bois? « ...Ces gens-là n'étant point accoutumés à labourer la terre ne s'y assujettiront jamais, quelque châtiment qu'on leur fasse... ».

En second lieu les coureurs des bois sont indispensables au commerce des pelleteries. Et ceci n'est pas un paradoxe, car « il est certain que si on n'envoie pas à Michillimakinac les choses qui sont nécessaires aux nations d'En-Haut, ils continueront de les aller chercher chez les Anglais dans la baie d'Hudson ». Or, que donnent les Indiens en échange? Leurs pelleteries, qui nécessairement passeront dans les magasins anglais.

D'ailleurs il est très possible de rétablir les congés en limitant les inconvénients. Comment?

En réduisant les territoires de traite au seul poste de Michillimakinac. Ainsi on « ...préviendra les désordres qui sont autrefois arrivés lorsque ceux qui avaient des congés pouvaient aller traiter dans tous les lieux où bon leur semblait et chez les Nations les plus éloignées ». Le Commandant du Fort sera doté des pouvoirs de contrôle les plus étendus.

Et VAUDREUIL — non sans malice — ajoute que la Religion elle-même trouvera son compte au rétablissement des Postes, puisque plus les Indiens « fréquenteront »

---

(1) A. C. C., C<sup>11</sup> A, 33, f<sup>o</sup> 15.

les Français, plus ils trouveront de « facilités d'apprendre notre langue » et donc de devenir « plus dociles et soumis aux exhortations ».

Ce mémoire déchaîna les protestations véhémentes des ecclésiastiques. « On ne sait — répliquent-ils à propos des contrôles de Michillimakinac — si ce raisonnement doit faire pitié ou faire rire ». Comment croire au désintéressement des Pouvoirs locaux? Ne sait-on pas que « ...les revenants bons prodigieux d'un si funeste et abominable commerce ont toujours tourné à leur profit, dans la proportion de 70 %, en comparaison du gain qu'ils laissaient faire aux particuliers qui s'y sont employés en sous-ordre... ». VAUDREUIL et RAUDOT, qui plaident aujourd'hui pour le rétablissement du poste de Michillimakinac « ...croient-ils qu'on a oublié que ce poste n'a été établi que par l'autorisation seule des Gouverneurs, pour leurs seuls intérêts; ...qu'ils n'a servi que pour cacher et favoriser leur commerce défendu ».

Mais surtout, comment faire confiance aux officiers, commandants des postes? Ils ont toujours été « des créatures du Gouverneur et de l'Intendant ».

Dès lors « ...tout ce que ces Messieurs promettent de la vigilance et fidélité de ce commandant, de sa sévérité inflexible, ne sont que de pitoyables illusions et des puérités ridicules... ».

Voici enfin une accusation nouvelle et singulièrement plus grave. La cause des malheurs du Canada c'est sans doute « l'autorité absolue et despotique » du Gouverneur et de l'Intendant. Mais comment ont-ils « usurpé » cette autorité? Par la « protection aveugle et violente » que leur accorde le Ministre... Et si PONTCHARTRAIN est complice des Pouvoirs locaux, c'est parce qu'il trouve

dans le Canada « ...d'amples moyens d'enrichir tous ses parents aux dépens du Roi et du public et sans qu'il lui en coûte rien » (1).

En conclusion, il faut limiter à trois ans la durée de la commission des Gouverneurs, et surtout — « remède spécifique et souverain » — réduire l'autorité de PONT-CHARTRAIN au Canada à celle qu'il a sur les provinces maritimes métropolitaines.

\*\*

La Cour, semble-t-il, resta sourde aux doléances des ecclésiastiques.

Par contre, le 19 mars 1714 (2), une nouvelle ordonnance royale amnistiait tous les coureurs des bois qui seraient rentrés dans le cours de l'année 1715, à charge par eux de se mettre, avant leur retour, à la disposition du Commandant du Fort de Michillimakinac qui pourra « ...pour le bien et la tranquillité du pays » leur assigner un poste de combat.

Bien plus, le Roi, peu après, se décidait à accorder quinze congés pour aller au Détroit, aux Illinois, à Michillimakinac et au Sioux. Ces congés n'étaient plus accordés, comme sous le régime de 1696, aux pauvres familles, mais vendus au profit du Roi (3).

A cette date, un événement va bouleverser la Législation : le 1<sup>er</sup> septembre 1715, LOUIS XIV meurt à Versailles. Philippe d'ORLÉANS n'aura à leur égard, ni les scrupules religieux, ni la déférence du Roi défunt. L'influence des Jésuites dès lors est bien compromise.

---

(1) *Mémoire sur l'état présent du Canada.*

(2) A. C. C., F<sup>3</sup>, 9, f<sup>o</sup> 274.

(3) A. C. C., C<sup>11</sup> A, 36, f<sup>os</sup> 142 et 246.

VAUDREUIL, jugeant le moment opportun, s'empresse de protester contre le système des quinze congés. Obligant le Gouverneur à délivrer les congés aux derniers enchérisseurs, il lui enlevait le choix des voyageurs pour les pays d'En-Haut qui ne seront pas désormais les plus dévoués, les plus robustes ou les plus sûrs, mais les plus riches; des négociants qui, n'ayant d'autre fin que leur propre intérêt, négligeront celui de la Colonie. D'autre part, le prix du congé entraînera une hausse correspondante des marchandises, au grand préjudice des Indiens (1).

En février et septembre 1716, VAUDREUIL, reprenant les arguments de son mémoire de 1712, insiste à nouveau en faveur des rétablissements des congés (2).

En avril 1716, le Conseil de Marine saisi de la question se range à l'opinion du Gouverneur. Il avait retenu deux arguments essentiels : 1° les congés sont nécessaires pour « entretenir dans nos intérêts les sauvages des pays d'En-Haut » (3);

2° Ils limiteront nécessairement le nombre des coureurs des bois, car « ...ceux qui monteront avec ces permissions empêcheront ceux qui n'en auront point de faire la traite, et lorsqu'ils ne pourront point l'empêcher ils les dénonceront ».

L'ordonnance de 1696 était condamnée.

Le 28 avril 1716, Philippe d'ORLÉANS signait la Déclaration portant rétablissement des 25 congés (4).

---

(1) A. C. C., C<sup>11</sup> A, 36, f° 142 et 246.

(2) A. C. C., C<sup>11</sup> A, 36, f° 100, et C. de D., t. III, p. 19.

(3) A. C. C., C<sup>11</sup> A, 36, f° 246.

(4) A. C. C., A, 21, f° 59.

## CHAPITRE XII

La déclaration du 28 avril 1716 rappelle les motifs qui avaient obligé Louis XIV à supprimer les congés en mai 1696 : ils causaient : « l'abandon de la culture des terres », la « débauche outrée » des bénéficiaires et la « surabondance des castors ». Ces excès ne sont pas entièrement finis. Les coureurs des bois sont devenus « ...coupables faute de trouver une occupation légitime ». L'excuse est inattendue ! La vérité est que l'on rétablit les congés parce qu'il n'y a pas moyen de faire autrement, — avoué qu'il était bien difficile de faire figurer dans un texte officiel.

Toutefois, le Pouvoir Central entend prendre toutes précautions pour éviter le retour des abus, et comme il ne veut confier ni au Gouverneur, ni à l'Intendant le pouvoir d'organiser les congés, il établit un véritable code en huit articles dont l'idée directrice est la suivante : il faut « cantonner » la traite dans des territoires nettement déterminés et assujettir les bénéficiaires des congés à la surveillance et au contrôle des commandants des postes. C'est au fond l'idée de VAUDREUIL et de CALLIÈRES.

*Article 1<sup>er</sup>.* — Le nombre annuel des congés reste fixé à 25. Chacun d'eux portera expressément l'indication du poste pour lequel il sera délivré.

*Article 2.* — Les congés seront accordés par le Gou-

verneur Général « aux pauvres familles » et visés par l'Intendant.

*Article 3.* — Les familles bénéficiaires d'un congé, mais qui « ...par leur trop grande misère ne seront point en état d'en faire usage pour elles-mêmes, pourront le vendre à des voyageurs de la nation, « après avoir obtenu l'agrément du Gouverneur, visé par l'Intendant. Chaque année le Gouverneur et l'Intendant enverront au Conseil de Marine un « état de ceux qui auront eu des congés et des voyageurs à qui ils auront été vendus ».

Les articles suivants fixent les obligations des traiteurs pendant leur voyage.

*Article 4.* — La durée maxima du voyage aller et retour n'excédera pas 18 mois. Les congés seront au départ enregistrés au Greffe de la Juridiction de Montréal. Au retour un certificat obtenu du Commandant du poste sera dans la huitaine de l'arrivée également enregistré. Quiconque manquera à ces formalités sera « réputé coureur des bois » et puni comme tel.

*Article 5.* — La vente de l'eau-de-vie aux sauvages est interdite « ...sous quelque prétexte que ce soit ». Néanmoins, chaque voyageur pourra, pour ses besoins personnels en emporter quatre pots.

*Article 6.* — En contre-partie des avantages accordés, les traiteurs ont l'obligation de transporter les « effets et munitions » nécessaires au ravitaillement des postes.

*Article 7.* — Quiconque ira en traite sans congé régulier sera passible des peines portées dans les lettres patentes du 21 mars 1716, c'est-à-dire des galères à perpétuité.

Le Conseil de Marine, le 28 avril 1716, avait demandé qu'à la peine des galères s'ajoutât celle du fouet.

En même temps, se défiant des juridictions ordinaires « d'où l'on ne peut espérer que peu de justice contre ces sortes de gens à cause de leurs alliances ou de leur commerce avec ceux qui la rendent », avait proposé de leur retirer les procès des coureurs des bois, au bénéfice d'une Cour spéciale, formée du Gouverneur, de l'Intendant, du Gouverneur particulier du district dans le ressort duquel le procès aurait été instruit, du Major de Québec, du Lieutenant du Roi et de deux des plus anciens capitaines de la Colonie.

Les suggestions du Conseil de Marine ne furent pas suivies.

\*\*

Un état des congés envoyé par VAUDREUIL au Conseil de Marine en 1717 donne de précieux renseignements sur l'application du système (1).

Les congés sont répartis en cinq postes :

Michillimakinac, la baie des Puants, les Ouyatanons, la Rivière Saint-Joseph, les Illinois.

Ils sont accordés à des habitants dont la situation financière est difficile. Ce sont, soit des femmes, veuves d'habitants notoires : Mesdames de BERGÈRES, de GEMMERAIE, de MUY, de VALTERIE, de VILLERAY, de BELESTRE, de VARENNES, de PUYGIBAUT, etc.; soit de vieux colons : LEVASSEUR, LA MARTINIÈRE, Ignace HÉBERT, DOUVILLE, SAINT-OURS, Michel PERROT, etc.; soit des collectivités familiales : les enfants de la veuve FALAISE, les enfants de JUCHEREAU.

---

(1) Archives de la Province de Québec, *Bulletin des Recherches Historiques*, t. 29, 1923.

Un même congé peut être accordé à plusieurs personnes qui alors s'en partagent le produit : ainsi un congé pour la Rivière Saint-Joseph est donné aux sieurs JETTÉ, BASSÉ et BOILEAU.

La plupart des bénéficiaires, incapables d'exploiter leur permission, la vendent à un habitant et quelquefois à plusieurs. Madame de MUY et MENTLER cèdent la leur à Saint-Georges DUPRÉ, de Montréal, et Etienne ADAM, des Trois-Rivières.

L'état de 1717 témoigne que dès la première année de leur rétablissement, le nombre des congés excéda celui de 25, autorisé par la déclaration de 1716. En 1717, 29 congés sont délivrés. La désinvolture avec laquelle VAUDREUIL en fait l'aveu prouve qu'il escomptait la tolérance de la Cour; que sans doute, il ne se gêna guère, les années suivantes, pour en accorder davantage.

Or, dès le mois de mai 1719 (1), un mémoire du Roi fait connaître au Gouverneur sa décision de supprimer les congés à partir de 1720 : VAUDREUIL avertira les Indiens qu'à cette date ils devront, comme par le passé, apporter leurs pelleteries à Montréal.

Les ecclésiastiques ont-ils tenté un dernier effort pour faire triompher leurs vues?

Ce n'est pas probable, car, précisément, nous touchons à un « tournant » très intéressant de la politique religieuse.

Le Prélat a-t-il senti que pour continuer à lutter avec quelque chance de succès dans les centres, il fallait « faire la part du feu », tolérer bon gré, mal gré, les transports de l'alcool dans les bois?

---

(1) A. C. C., C<sup>11</sup> A, 40, f<sup>o</sup> 279.

Plus simplement, une question d'intérêt a-t-elle déterminé le revirement de l'Evêque?

En tous cas, dans une lettre du 18 octobre 1720, Mgr de SAINT-VALLIER « supplie » la Cour de rétablir les congés sans lesquels il « ...ne peut soulager (les familles pauvres) à cause de son petit revenu et qu'il est chargé de l'Hôpital Général de Québec et de l'Hôtel-Dieu des Trois-Rivières qui ne se soutiennent que par ses frais... Si les congés ont été supprimés sous prétexte qu'ils étaient mal distribués » ou « pour empêcher trop de monde de monter dans les Pays d'En-Haut », il « assure de la fausseté, du premier (prétexte) les familles auxquelles ils ont été distribués en ayant véritablement besoin et de M. de VAUDREUIL consentant de ne distribuer ceux qui seront accordés que de concert avec l'Evêque et l'Intendant » (1).

Quant au second reproche, Mgr de SAINT-VALLIER le repousse par un argument un peu inattendu sous sa plume : l'expérience du passé a révélé que « lorsqu'on n'accorde pas aux Canadiens la permission de monter dans les Pays d'En-Haut, ils y vont en plus grande foule sans congés ».

Les réclamations des autorités civiles, qui se joignent évidemment à la demande du Prélat, encombrement la correspondance générale. Les Indiens, en échange de l'alcool français, dont la suppression des congés les a privés, cèdent aux Anglais toutes leurs pelleteries. « Ils ne nous apportent que le rebut, dit DUPUY, encore faut-il qu'ils aient un besoin bien pressant de marchandises ».

---

(1) M. de SAINT-VALLIER au Conseil de Marine, A. C. C., C<sup>11</sup> A, f° 206.

Pourtant, « ce qu'il faut éviter à tout prix, c'est l'alliance des sauvages avec des Anglais ».

Or les Anglais, justement, pour nous aliéner les indigènes, redoublent d'efforts. En 1713, ils établissent des postes sur le Kennebec et, comme les Abenakis s'en étonnent, ils répondent que la cession de ces territoires vient d'être imposée aux Français par le traité d'Utrecht.

Effrayés par l'attitude menaçante des Indiens que VAUDREUIL n'a pas tardé à désabuser, les Anglais font massacrer le père RASLES, Supérieur de la mission des Abenakis et dont ils redoutaient l'influence.

La guerre qui suivit, marquée par l'avantage presque constant des Abenakis, se termina en 1725 par un traité dont une clause verbale laissait la liberté aux Indiens, en cas de guerre entre la France et l'Angleterre, de choisir leurs alliés.

MAUREPAS, inquiet pour l'avenir, insiste aussitôt pour que les pouvoirs canadiens civils et religieux, s'efforcent de conserver l'attachement des Peaux-Rouges (1).

Dans la vallée du Mississipi et du Saint-Laurent, la menace anglaise était plus précise encore. Les Français ne s'y maintenaient « qu'à l'aide de la traite et de leur alliance avec les tribus indiennes » (2).

Dès juillet 1718 le Gouverneur de la Nouvelle-Angleterre, Robert HUNTER, accusait les Français de tenir la région du Mississipi et des lacs grâce à leurs établissements et au commerce qui s'y faisait. « Si ces établissements s'étendent et se remplissent, ils finiront

---

(1) Sur tout ceci : GARNULT, *Histoire du Canada*, Livre 7, ch. 2.

(2) GARNULT, *Ibidem*.

par menacer même l'existence des plantations anglaises » (1).

En 1720, sir William BURNET, successeur de HUNTER, interdit aux colons anglais tout commerce avec le Canada, VAUDREUIL, pour stopper l'avance des Anglais vers les lacs et les empêcher d'attirer le commerce de ces contrées vers Albany, décide de relever le Poste de Niagara. Aussitôt BURNET, qui a vainement tenté de soulever les Iroquois, se décide à construire le fort de Chouaguen à l'entrée de la rivière Oswego, sur la rive sud de l'Ontario. Et LOUIX XV, qui en l'occurrence fait preuve de finesse politique précoce, — il avait 15 ans — écrit de sa propre main sur un mémoire : « le Poste de Niagara est de la dernière importance pour conserver le commerce des Pays d'En-Haut » (2).

Il n'en faut plus douter : par delà les polémiques doctrinales ou confessionnelles, par delà les rancœurs personnelles; la question des congés conditionne l'avenir de la Colonie. Elle est une question de vie ou de mort.

Le Ministre ne pouvait davantage hésiter. En 1728, il rétablissait les congés (3).

Cette fois le rétablissement sera définitif.

---

(1) Cité par GARNAULT, *ibidem*.

(2) *Ibidem*.

(3) A. C. C., C<sup>11</sup> A, 36, f° 246; C<sup>11</sup> A, 43, f° 206; C<sup>13</sup> A, 50, f° 151.



### CHAPITRE XIII

A peine rétablis, les congés, il fallait s'y attendre, sont l'objet des mêmes abus.

Dès 1728, on en accorde 57 (1); en 1739 (2) et 1744 (3) : 81.

Le montant des sommes ainsi distribués aux bénéficiaires s'élève, en 1739, à 11.763 livres; en 1744, à 10.988 livres.

Les bénéficiaires, ce sont toujours des vieux colons notoires, leurs veuves, leurs filles, ou des établissements religieux. Il semble que certaines familles soient définitivement inscrites sur les listes des donataires. Les congés sont, pour elles, un moyen d'existence, à tout le moins un appoint permanent à leurs revenus. Ainsi, figurent sur les états de 1739 et 1744 : M<sup>me</sup> LEGARDEUR, M<sup>me</sup> de SACQUESPÉE, M<sup>me</sup> de BLAINVILLE, M<sup>me</sup> de VIEUX-PONT, etc. De même bénéficient de congés annuels : les sœurs de la Congrégation de Québec, les pauvres de l'Hôpital Général, les Religieux des Trois-Rivières.

Parfois, les congés servent à aider l'établissement de fonctionnaires ou des soldats; en 1739, un congé est accordé à sept jeunes cadets pour faciliter leur départ pour les Chicachas.

---

(1) *Etat des congés de 1728*, A. C. C., C<sup>11</sup> A, 50, f° 151.

(2) *Etat des congés de 1739*, A. C. C., C<sup>11</sup> A, 71, f° 88.

(3) *Etat des congés de 1744*, A. C. C., C<sup>11</sup> A, 85, f° 200.

Quant aux prix de vente des congés, le Roi l'a vainement fixé à 250 livres. Dès 1728 ils sont couramment vendus 1.000 livres (1).

Evidemment, les familles bénéficiaires ne se gênent guère pour vendre le plus cher possible. Or les bénéfices réalisés par les acquéreurs sont assez importants pour qu'ils n'hésitent pas à payer le prix fort. Dès 1615, LA HONTAN (2), calcule que, partis aux Pays d'En-Haut avec 1.000 écus de marchandises, les traiteurs en reviennent avec 8.000 écus de castors. Sur cette somme le détenteur du congé se sert copieusement, en sorte que les coureurs des bois, ses commis ne touchent guère que 600 écus chacun. « Ils ne les ont pas volés ! », ajoute LA HONTAN, car « leur travail est inconcevable ! ».

Enfin, malgré les défenses, les congés sont toujours l'occasion d'un transport clandestin d'alcool. Mgr DOSQUET, le plus actif des prélats canadiens, depuis Mgr de LAVAL, et alors coadjuteur de Mgr de MORNAY, se plaint amèrement au Ministre et avoue son impuissance : « ...Ils disent (les missionnaires), qu'ils n'ont plus d'espérance que leurs plaintes aient quelques effets puisque, malgré les défenses de traiter de l'eau-de-vie, souvent réitérées de la Cour, ce mal n'a fait qu'augmenter d'année en année. Pour moi, j'espère que votre pénétration et votre zèle pour le bien vous feront trouver un moyen efficace pour empêcher ce désordre qui pourrait être un jour la perte de cette colonie » (3).

Pourtant, le Prélat tente un dernier effort. Le 26 novembre 1730 — à l'exemple de Mgr de LAVAL — il fait

---

(1) MAUREPAS à DUPUY, 14 mai 1728, A. C. C., C<sup>11</sup> A, 50, f<sup>o</sup> 452.

(2) LA HONTAN, *Nouveaux Voyages*, t. I, Lettre IX.

(3) Cité par GOSSELIN, *op. cit.*

un « cas réservé » du péché de donner ou vendre de l'alcool aux sauvages. Curés et Missionnaires reçoivent l'ordre de refuser l'absolution aux traiteurs. « L'effet fut grand, dit GOSSELIN, et les Commandants des forts généralement hommes de religion, se voyant privés des sacrements, furent obligés de se montrer plus sévères » (1).

Mais la réplique des autorités locales fut immédiate : le mandement de l'Evêque trouble les consciences, écrivent-ils. En janvier 1732 il a un résultat inattendu et désastreux : les Indiens privés d'alcool refusent de céder leurs denrées et, dans les postes, c'est la disette (2).

Mgr DOSQUET, inquiet, doit demander aux missionnaires de « se relâcher sur l'article de son mandement ». HOCQUART (3) signale que les Indiens partent en foule dans les colonies anglaises : « ...Ils objectent à tout propos que si on ne veut pas leur en donner (de l'alcool), ils en trouveront chez nos voisins ». A Versailles, on sait que ce n'est pas une vaine menace.

Comme jadis Mgr de LAVAL, Mgr DOSQUET passe en France. Il est reçu par MAUREPAS qui lui reproche durement son mandement : « ...Il en résulte un grand trouble dans notre commerce, sans porter remède au mal que vous voulez déraciner ».

Le Prélat fournit une explication au moins inattendue : on lui a forcé la main ! « ...Il est bon que vous sachiez que je n'ai donné ce mandement que comme forcé par tous les missionnaires qui se plaignent que je ne

---

(1) GOSSELIN, *ibidem*.

(2) GOSSELIN, *ibidem*.

(3) HOCQUART au Ministre, 1<sup>er</sup> octobre 1732, A. C. C., Cor. Gén., vol. 57.

marchais pas sur les traces de mes prédécesseurs... ».

Et le prélat, désavouant les missionnaires, reconnaît qu'ils n'ont pas la discrétion « qui serait à souhaiter » (1).

Deux ans plus tard, BEAUHARNAIS se plaint encore que les gardes-magasins établis dans les postes ne veulent plus faire le commerce des boissons, « de crainte de tomber dans le cas réservé » (2). On vend donc de l'alcool dans les postes? Etrange et tranquille aveu qui démontre assez, en dépit des textes officiels, la tolérance tacite de la Cour. La question des excès de la vente de l'alcool ne se pose même plus. La vente de l'alcool est une nécessité matérielle devant laquelle s'incline le Gouvernement.

Nous avons un peu insisté sur le mandement de 1730 parce qu'il est la dernière manifestation énergique de la lutte du clergé contre la course et la traite. Désormais, les chefs de l'Eglise canadienne, découragés, limitent leur intervention à des mesures de circonstances.

Ainsi, en 1745, la prise de Louisbourg par les Anglais, ayant fait redouter le pire, on décida d'entourer Québec de fortifications. Mais le Roi, dans une situation financière lamentable, refusa tout crédit. Mgr de PONTBRIAND, dernier Evêque français, proposa, pour payer les frais de construction des fortifications, la création d'une taxe spéciale sur les boissons enivrantes qui eût été enmême temps « un moyen d'entraver ou de restreindre le commerce de l'eau-de-vie » (3).

Le même Prélat écrit en 1742 cette lettre qui est un

---

(1) DOSQUET au Ministre, A. C. C., Cor. Gén., 1733, vol. 50, cité par GOSSELIN.

(2) *Ibidem*.

(3) GOSSELIN, *op. cit.*

véritable aveu d'impuissance : « Comme je n'ose espérer des défenses expresses et générales, je vous supplie au moins d'en faire sous des peines rigoureuses à l'égard des sauvages chrétiens et des autres lorsqu'ils sont dans les trois gouvernements de Québec, Montréal et des Trois-Rivières » (1).

Ainsi le Prélat, renonçant à obtenir des sanctions générales, se borne à tenter de sauver les sauvages chrétiens, et ceux qui habitent les grands centres; dans les pays d'En-Haut, désormais, toute intervention est devenue inutile : Mgr de PONTBRIAND ne saurait se faire d'illusion. Il connaît le sentiment de la Cour. En 1753, l'abbé de l'Ile-Dieu le lui confirmait dans cette lettre, qui pourrait servir de « mot de la fin » : « ...sur la traite de l'eau-de-vie impossible de dissuader la Cour de sa nécessité. On convient des abus, et de l'excès où l'on porte cette traite : on se contente de dire qu'on donne tous les ans des ordres, et qu'on en donnera encore de nouveaux pour réprimer les premiers et diminuer les seconds... (2).

La Cour, à la vérité, se désintéressait de la question.

---

(1) A. C. C., Cor. Gén., vol. 78, 22 août 1742, cité par GOSSELIN.

(2) *Archives de l'Evêché de Québec*, 1<sup>er</sup> avril 1753, cité par GOSSELIN.



## CHAPITRE XIV

La déclaration de 1716 et les textes ultérieurs « parquaient » les bénéficiaires des congés et les soumettaient au contrôle des commandants des postes.

Tel est le principe.

Mais le système ne tarda pas à s'élargir et à se déformer.

Depuis toujours les officiers des postes ont trafiqué. En 1652, FRANQUET visite le fort Saint-Frédéric. Il est frappé par la mésintelligence qui règne entre le Commandant, M. de LUSIGNAN, et ses officiers subalternes. D'où vient cette mésintelligence? Du « maudit intérêt... Madame de LUSIGNAN avait un magasin de toutes sortes de marchandises, même des prohibées, qu'elle tirait de la Nouvelle-Angleterre par voie des sauvages; elle souffrait impatiemment que d'autres qu'elle y fissent le moindre commerce et, comme elle délivrait le plus souvent en paiement de ce qu'elle achetait de l'eau-de-vie, elle engageait son mari à défendre à qui que ce soit d'en vendre en gros ni en détail dans ce fort. En un mot elle voulait s'approprier le privilège exclusif de tout acheter et débiter » (1).

Et FRANQUET, courageusement, conclut : « Je le dis et

---

(1) FRANQUET, *Voyages et Mémoires sur le Canada*.

le répète, un Officier dans ce pays se prête aux intérêts du Roi et au service qu'autant que le sien particulier s'y trouve ».

Comment remédier à ce déplorable état de choses?

Dès 1730, le Gouvernement local a pris l'habitude de vendre ensemble, tous les congés afférents à un poste déterminé. En quelque sorte, on vend un poste. Les prix varient « à proportion des canots qu'on peut (y) faire monter ». Mais outre le prix du congé proprement dit et qui est en partie versé aux veuves, orphelins, ordres religieux, etc., et en partie utilisé à l'entreprise de travaux d'intérêt commun, par exemple à la construction des fortifications de Québec, l'acquéreur s'engage dans son bail à « payer à l'Officier commandant (du fort) une somme pour le dédommagement des dépenses qu'il doit faire et même lui tenir lieu de gratifications en considération des peines qu'il prend et du séjour qu'il fait dans des pays aussi désagréables que le sont ceux d'En-Haut » (1).

Autrement dit, on tente de maintenir les officiers dans leur devoir en compensant, par une indemnité, l'interdiction de traiter.

Ainsi on admet que le produit de la traite constituait une part normale de leurs appointements.

Ce palliatif ne satisfait personne et, peu à peu, on en arrive à donner, vendre ou affermer à leur propres officiers certains postes qui deviennent « privilégiés » et où les bénéficiaires des congés ne monteront plus.

Le pouvoir s'incline devant des abus si fortement enracinés. « Pourquoi, dit M. SALONE, ne pas se résigner

---

(1) Mémoire de HOCQUART, 1736. *Coll. de Meau et Rel. sur l'histoire ancienne du Canada.*

à l'inévitable, ne pas régulariser une pratique frauduleuse? » (1).

Cette « régularisation », à la vérité, convient fort bien aux intérêts du Gouverneur. La preuve en est qu'il accorde souvent les postes d'En-Haut à l'officier « le plus ignorant aux intérêts du service; mais le plus entendu à la traite des pelleteries ».

Pour LA GALISSIONNIÈRES, ce système se serait implanté dès « les dernières années de VAUDREUIL et les premières de BEAUHARNAIS » (2). Or VAUDREUIL est décedé en 1725.

Evidemment, le système présente les pires inconvénients. Il a d'abord tous ceux du monopole. Surtout il conduit à une exploitation éhontée des indigènes. Les bénéficiaires du privilège n'ont qu'un but : s'enrichir au plus vite : « Ils veulent une fortune rapide; le moyen qu'ils emploient pour y réussir est de vendre le plus cher possible les marchandises qu'ils y portent et de payer les pelleteries au plus bas prix possible, dussent-ils tromper les sauvages après les avoir enivrés » (3).

En 1754, on obtient une peau de castor pour 4 grains de poivre; une livre de vermillon rapporte couramment 800 francs.

FRANQUET, lors de son voyage de 1752, rencontre à Montréal le Commandant du Poste de la Baie des Puants, M. MARIN, qui est rentré l'année précédente avec 400 paquets de castors et 365 paquets de loutres, de martres et de loups-cerviers, le tout estimé à 250.000

---

(1) SALONE, *op. cit.*, 2<sup>e</sup> partie, ch. III.

(2) A. C. C., Cor. Gén., 31, 1748, f<sup>o</sup> 231.

(3) Mémoire de QUERDISIEN-TREINAI, vers 1754, dans *Coll. de Mém. et Rel.*

livres. « C'était la première année de son commandement : la première n'avait pas moins produit et, pour peu que la troisième soit de même valeur il gagnera, tous frais faits, plus de cent mille écus » : près d'un million de francs (1).

Ces bénéfices scandaleux indisposent les indigènes, et ce qui est plus grave, leur inspirent un mépris qui s'étend jusqu'au Roi lui-même : « Ces marchands qui traitent avec eux d'une façon si basse sont des officiers dépositaires de l'autorité royale... Ils sont les Ministres de ce grand Ononthio que les sauvages appellent leur père et qu'ils ne devraient connaître que par ses bienfaits » (2).

Ces abus sont si criants que tous les esprits éclairés cherchent à les supprimer, à tout le moins, à leur trouver un palliatif. Notre époque voit proposer maints projets de réforme.

L'auteur du mémoire précité suggère quatre remèdes :

1° Il faut réserver pour l'exploitation des congés tous les postes de traite.

2° Le nombre des congés sera déterminé par les besoins du commerce et l'intérêt des traiteurs, dont les « honnêtes bénéfices seront proportionnés au risque et à la peine ».

3° Toutes les marchandises de traite seront « tarifées » par une Chambre de commerce.

L'auteur du mémoire néglige un peu trop l'opposition des Officiers des Postes.

FRANQUET, plus réaliste, propose que les postes privi-

---

(1) FRANQUET, *op. cit.*, p. 30.

(2) Mémoire de QUERDISIEN-TREINAIS.

légiés soient exploités par le « corps des Officiers » dont il fait une sorte de personne morale.

Le produit de ces postes serait distribué à tous les officiers, selon le mode suivant : « une part à ceux qui seraient en garnison..., deux à ceux qui seraient détachés dans leurs postes de guerre où il n'y a aucune sorte de commerce, et trois à ceux qui régiraient les postes où se ferait la traite ». Comme les officiers remplissent à tour de rôle les emplois ci-dessus, les parts arriveraient très vite à s'égaliser. « Cet argument donnerait de quoi vivre aux officiers qui ne peuvent se soutenir sans intriguer beaucoup et souvent, en sortant de la décence de leur caractère ».

Quant aux membres du personnel subalterne, ils ne sont point oubliés. Chacun d'eux recevrait une moitié, un tiers ou un quart de part « à proportion des grades ».

\*  
\*\*

A partir de 1730, la traite des pelleteries est donc exploitée par les Officiers ou adjudicataires dans les Postes privilégiés, et par les acquéreurs des congés dans les autres.

Mais à côté de ces traiteurs autorisés, d'autres, en fraude, leur font concurrence : la course des bois continue et le Gouvernement local doit intervenir.

Le 16 mars 1725, une ordonnance de BÉGON rendue à la requête de LA GORGENDIÈRE, adjudicataire du poste de Temiscaningue, punit de 500 livres quiconque ira en traite dans l'étendue de ce poste (1). Le 14 septembre

---

(1) A. C. C., F<sup>3</sup>, 10, f<sup>o</sup> 280.

1726, DUPUY rend une ordonnance semblable contre les traiteurs qui se rendront dans les postes de l'Ontario et du lac Erié. Mais comme ces postes dépendent des forts Frontenac et Niagara dont le Roi s'est réservé l'exploitation, l'amende encourue monte jusqu'à 1.500 livres (1).

Ce qui est grave, c'est que les traitants, de plus en plus, sont en contact direct avec les Anglais. Ils organisent entre la Nouvelle-France et la Nouvelle-Angleterre un véritable trafic. En échange des castors, les Anglais leur cèdent des merceries, des toiles peintes et naturellement les manufactures françaises et la Compagnie fermière se plaignent de cette concurrence. Le préjudice qui leur est causé de ce fait serait, en 1728, de 150 à 200.000 livres.

Pour tenter de réprimer ce trafic, VAUDREUIL, dès 1719, tient en permanence un détachement de deux officiers et douze hommes, sur le lac Champlain. Les fraudeurs évitent le risque d'une capture en confiant leur trafic aux Indiens domiciliés. Quant à ces derniers « tout au plus est-il possible de faire la part du mal ». On permet aux « domiciliés » de porter du castor aux Anglais à trois conditions : qu'il provienne uniquement de leur chasse, que ce soit en un seul paquet, qu'ils aient licence des missionnaires ».

En 1738, devant la carence des moyens de coercition, la Compagnie fermière tente de retenir les fraudeurs en enlevant à leur trafic sa raison d'être. Elle relève le prix du castor gras et sec, espérant que cette augmentation anéantirait le commerce frauduleux.

---

(1) A. C. C., F<sup>3</sup>, 10, f° 309.

(2) Sur tout ceci : SALONE, *op. cit.*, 7<sup>e</sup> partie, ch. III.

Ces mesures ont-elles abouti à un résultat?

HOCQUART affirme en tous cas que « le commerce étranger n'est pas assez considérable au Canada pour porter un préjudice sérieux à celui de la France ».

Les recettes de la traite montent de 262.233 livres en 1718 à 1.339.646 en 1729 et à 3.084.501 en 1752, à la veille de la perte de la Colonie. Si les fraudeurs causent un préjudice, il est bien réduit (1).

\*  
\*\*

Mais à côté de ces mesures qui intéressent toute la Colonie, il faut noter, à la même époque, une tendance nouvelle de la répression. On édicte des réglementations particulières qui cherchent à limiter les abus dans un district déterminé. La plupart des Postes font l'objet de règlement en plusieurs articles qui déterminent très précisément les modalités de la traite et spécialement la police de l'alcool.

En juillet 1743, un règlement de BEAUHARNAIS et HOCQUART s'efforce de limiter la vente de l'alcool dans les Forts Frontenac et Niagara. Désormais une seule personne est autorisée à détenir de l'alcool. C'est le garde-magasin qui pourvoiera aux besoins personnels des habitants du Fort. Les quantités que ce garde est autorisé à distribuer varient selon les grades. Ainsi le commandant a droit à 2 barriques de vin et 40 pots d'eau-de-vie; un officier subalterne ou un aumônier à 1 barrique et 18 pots.

Nul, même le commandant, ne pourra acheter à d'autre qu'au garde-magasin, ni faire entrer au Fort du vin

---

(1) SALONE, *op. cit.*

ou de l'alcool sans son intermédiaire et au delà des quantités prévues, sous peine d'une amende arbitraire et de la confiscation.

Aucun sauvage ne pourra entrer dans les casernes « avant d'avoir fait leur traite au magasin », c'est-à-dire avant de s'être défait de leurs pelleteries.

Nul ne pourra conserver ou avoir en garde « aucune marchandise appartenant à des sauvages ou à des Français ». Le garde-magasin seul « aura cet embarras ». Ceci pour éviter que ces marchandises ne servent à faire la traite (1).

Un règlement du 9 mai 1753, de DUQUESNE, vise à contrôler sévèrement les bagages des voyageurs munis de congés. A leur arrivée au poste de traite, les canots seront visités par le commandant (2).

L'eau-de-vie excédant la quantité permise sera confisquée et le délinquant, arrêté, sera conduit « sous bonne garde » au Gouverneur.

Tout traiteur surpris sans congé ou qui, ayant un congé aura « furtivement traité d'un poste à l'autre » sera également arrêté et conduit au Gouverneur.

Les Postes de Saint-Joseph et de Détroit font l'objet d'un règlement analogue du 6 juillet 1755.

En 1753, c'est LA JONQUIÈRE qui, par une ordonnance du 29 mai tente une fois encore d'arrêter les abus. Nous y trouvons les mêmes dispositions relatives au contrôle des bagages. Par ailleurs le Gouverneur note deux abus qui s'aggravent de jour en jour. D'une part les voyageurs traitent « en dehors des postes qui leur sont donnés » ; d'autre part, ils « équipent n'importe qui ». Or

---

(1) 16 juillet 1743, A. C. C., F<sup>3</sup>, 13, f° 135.

(2) 9 mai 1753, A. C. C., F<sup>3</sup>, 14, f° 115.

les commissions le défendent. Les délinquants seront arrêtés et envoyés au Gouverneur, leurs marchandises seront consignées.

Enfin des traiteurs ont encore été surpris sans permission. Ils seront réputés « gens sans aveu et coureurs des bois », arrêtés et conduits à Québec pour y être jugés conformément aux ordonnances (1).

\*  
\*\*

Parvenus à la fin de notre étude, un dernier document va nous permettre de juger le système des congés à la veille même de la grande bataille qui entraînera la perte de la Colonie.

Un mémoire de BOUGAINVILLE, chef d'escadre, puis vice-Amiral et lieutenant de MONTCALIN, rédigé en 1757 (2) révèle que la traite se fait surtout dans les Postes privilégiés et que le système des adjudications libres a, à peu près, disparu. Le Gouverneur — il fallait s'y attendre — a de plus en plus disposé des postes « pour ses créatures ».

Quant aux postes conservés par le Roi, ils sont toujours déficitaires. Les forts Toronto, Frontenac, Niagara, Duquesne, de la Presqu'Île, de la Rivière du Bœuf coûtent très cher au Roi qui les maintient pour « conserver l'affection des sauvages ». Le fort Duquesne s'exploite par congés « qu'on donne gratis », pour encourager les négociants à charge par eux de céder leurs marchandises à bas prix, afin que les « sau-

---

(1) A. C. C., F<sup>3</sup>, 14, f<sup>o</sup> 1.

(2) MARGRY, *Relat. et Mém. inédits*.

vages trouvant à y faire la traite à bon compte, n'ail-  
lent pas chez les Anglais, objet important pour le com-  
merce et plus encore pour la politique ».

BOUGAINVILLE préconise une initiative hardie : le dé-  
veloppement de Détroit. L'endroit était bien choisi. Si-  
tué à proximité de la région des lacs, il aurait permis  
d'éviter la longue et dangereuse montée vers Michilli-  
makinac, dont il est éloigné de moins de 100 lieues.  
Il aurait réduit le nombre des coureurs des bois, ce qui  
aurait conservé « les hommes au Canada et augmenté  
le nombre des laboureurs, base de l'Etat ».

Et BOUGAINVILLE, très optimiste, ajoute : « Dans peu  
l'on verra les terres se défricher, les habitants augmen-  
ter, le commerce fleurir, le peuple devenir plus heu-  
reux ».

Hélas ! l'heure n'était plus à développer le commerce  
ou l'agriculture. Au moment où BOUGAINVILLE écrivait  
ces lignes, sonnait la veillée des armes.

Moins de six ans plus tard, en dépit de l'héroïsme  
de ses défenseurs, notre malheureuse colonie cessait  
d'appartenir à la France.

*Vu et permis d'imprimer,*  
*Le Recteur de l'Académie de Paris :*  
GILBERT GIDEL.

*Vu le Doyen :*  
G. RIPERT.

*Vu le Président :*  
RENÉ MAUNIER.

## TABLE DES MATIERES

|                     |     |
|---------------------|-----|
| INTRODUCTION .....  | 5   |
| Chapitre I .....    | 15  |
| Chapitre II .....   | 21  |
| Chapitre III .....  | 27  |
| Chapitre IV .....   | 33  |
| Chapitre V .....    | 43  |
| Chapitre VI .....   | 49  |
| Chapitre VII .....  | 63  |
| Chapitre VIII ..... | 71  |
| Chapitre IX .....   | 77  |
| Chapitre X .....    | 93  |
| Chapitre XI .....   | 103 |
| Chapitre XII .....  | 115 |
| Chapitre XIII ..... | 125 |
| Chapitre XIV .....  | 129 |



---

Imprimerie Spéciale des Editions DOMAT-MONTCHRESTIEN.

---









